A large, thick, grey outline map of Burkina Faso is centered on the page, serving as a background for the main title. The map shows the country's irregular borders and is oriented vertically.

# **Normes, institutions et configurations politiques dans les réformes des filières cotonnières en Afrique de l'Ouest: Cas du Burkina Faso**

Analyse  
de 13 villages

**Jonathan Kaminski,  
Abel Tiemtoré  
et Yiriyibin Bambio**

Background Paper

Dec 2010

**09**

Copyright: Les auteurs

Publié: Dec 2010

Edité au nom du programme « Afrique: pouvoir et politique » par le Centre pour les Etudes Africaines (CAS) de l'Université de Floride et par l'Overseas Development Insitute (ODI) à Londres.

Cet essai est un des produits du groupe de recherche sur les « Réformes du secteur du coton » du programme APP ([www.institutions-africa.org](http://www.institutions-africa.org)) qui comprend des études de recherche dans quatre pays africains: Bénin, Burkina Faso, Cameroun et Mali. Il recueille des résultats préliminaires obtenus à partir d'études de recherche de terrain entreprises en 2009 et en 2010, dans la perspective de produire des rapports finaux en 2011.

Afrique: pouvoir et politique est un programme de recherche dirigé par un consortium d'organisations. Le programme est financé par le Ministère britannique du développement international (DFID) et par Irish Aid pour le bénéfice des pays en voie de développement. Les opinions de ce document sont formulées sous la responsabilité de ses auteurs. Elles ne reflètent pas nécessairement le point de vue officiel de DFID, Irish Aid ou des institutions partenaires.

## Introduction

Dans le cadre du projet Afrique, Pouvoir et Politiques<sup>1</sup>, nous avons visité 5 villages cotonniers au Burkina Faso au printemps 2009 et en mars 2009, et huit autres villages cotonniers en septembre 2010 afin de mieux comprendre les déterminants économiques et sociaux de la production de coton, ainsi que le rôle des réalités locales (normes, configurations politiques et autres).

Le rapport met l'accent sur les dynamiques sociales dans les villages, l'organisation au sein des groupements des producteurs et les relations entre les groupements et les organes centraux au niveau de la filière coton. Cette partie de l'analyse fait écho à l'analyse de la situation vue au niveau national, et l'idée est de pouvoir évaluer dans quelle mesure les réalités locales sont prises en compte dans le processus décisionnel actuel de la filière. En quoi les discours locaux et nationaux diffèrent-ils ? Quelles sont les différences entre réalités locales et politiques nationales qui peuvent l'expliquer ? Comment peut-on l'évaluer sur le terrain, et avec quels indicateurs ?

Les 5 premiers villages visités ont été choisis au sein d'une zone géographique cohérente mais hétérogène. Cohérente, car située dans le bassin traditionnel de production dans le sud-ouest. Hétérogène, car à cheval sur le bassin de Houndé, qui se trouve être le bassin traditionnel de production de l'ethnie Bwa, et sur le bassin de Bobo, bassin bobolais. Malgré des dynamiques régionales de production communes, les disparités ethniques peuvent révéler une forme d'hétérogénéité des pratiques de la gouvernance locale et des normes. De plus, les spécificités propres à chaque village nous permettent aussi d'intégrer la problématique des réalités locales. Ainsi, nous avons choisi 5 villages de taille et de composition différentes, avec des dynamiques sociales hétérogènes autour du coton (gestion et performances des groupements, relations avec les unions départementales, l'encadrement technique, etc.). Le nombre de GPC est très différent d'un village à l'autre, ainsi que l'activité communautaire, le niveau d'entente globale (le capital social), et que le niveau d'endettement interne et externe des coopératives.

Les 8 nouveaux villages sont tous issus de la zone cotonnière de l'Ouest. Cependant, bien qu'issus de la même zone, ces villages présentent une hétérogénéité sensible en matière d'organisation et de dynamique sociale, en matière de performance dans la production cotonnière et en matière d'accessibilité physique. Ils constituent de ce fait un terreau fertile à l'analyse de l'impact de la dynamique sociale sur la performance des coton-culteurs.

La zone cotonnière de l'Ouest regroupe trois régions, la région des Hauts Bassins avec deux villages (Bankorosso et Yabasso), la région des cascades avec 1 village (Takeledougou-Koko). Ces villages sont situés à des distances très disparates par rapport à Bobo-Dioulasso, mais aussi par rapport aux villes moyennes et aux routes bitumées. Ces villages sont tous situés dans une zone à pluviométrie acceptable et aux sols assez fertiles. Toutefois la pression sur les sols diffère d'un village à un autre induisant de ce fait des pratiques culturales différentes. On peut distinguer globalement trois zones d'enquête selon un regroupement en fonction des caractéristiques socio-économiques et du positionnement des villages autour de Bobo-Dioulasso : **Axe Bobo-Dédougou** comprenant les villages de Dan, de Wakuy et de Lampa ; **Axe Bobo-Banfora** composé des villages de Banakorosso et de Takeledougou, **Axe**

---

<sup>1</sup> [www.institutions-africa.org](http://www.institutions-africa.org)

**Bobo-Ouagadougou** couvrant les villages de Yabasso et Dossi. Un village dans la zone de Pâ a également été visité : Yamani.

Les facteurs sociologiques identifiés lors des interviews de groupe ont montré selon la zone, une certaine homogénéité entre certains villages. Cependant l'hétérogénéité entre les villages croît avec la distance, la proximité avec une grande ville ou avec une voie bitumée, les ethnies présentes dans le village et le niveau de l'immigration dans le village.

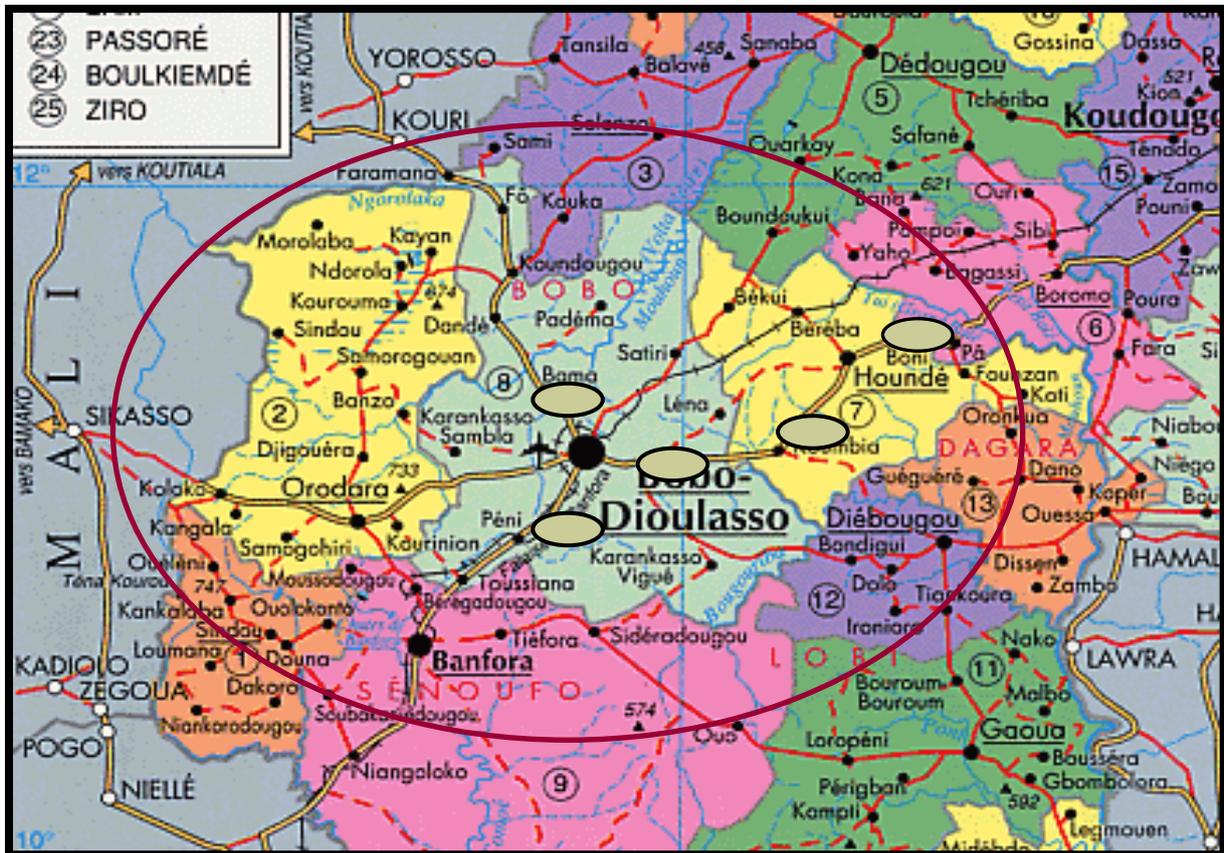


Figure 1. Localisation de la zone d'enquête villageoise et des villages

Cette étude de village a été réalisée grâce à deux types de travaux. Dans un premier temps, nous présentons les caractéristiques générales de l'échantillon de producteurs individuels (questionnaire fermé et semi-ouvert) et les enseignements tirés de l'ensemble des villages. Les problématiques cotonnières sont, ensuite, abordées par village avec les principaux acteurs locaux, à partir d'entretiens de groupes et d'acteurs sur un mode qualitatif (questionnaires semi-ouverts). Nous présenterons les problématiques spécifiques à chaque village à partir d'une synthèse de ces entretiens par type d'acteurs, à savoir : les groupements cotonniers (GPC), les autorités locales, ainsi que l'encadrement technique (ATC, UD, et vulgarisateurs), et les autres structures villageoises sociales et économiques. Nous analyserons aussi, pour les premiers villages visités uniquement, les questionnaires individuels proposés à 12 exploitants cotonniers par village, et nous présenterons une analyse plus quantitative des résultats, qui complètera les premières informations qualitatives recueillies. Il faudra tenter de relier ces analyses individuelles aux principaux enseignements des entretiens avec les acteurs locaux. Pour finir, on réalisera une analyse de la variance des résultats intra et inter villages grâce à une analyse de décomposition. On pourra ainsi conclure sur le rôle des réalités locales sur les

dynamiques et les perceptions observées, à travers l'analyse statistique et en confrontant les informations de la première avec celles de la deuxième partie de l'analyse.

## 1. Enseignements généraux des entretiens locaux et statistiques descriptives échantillon de producteurs des premiers villages visités

Notre premier échantillon correspond à 60 exploitants cotonniers, soit 12 par village, 14 groupements de producteurs, des agents départementaux de l'union des producteurs, des conseillers techniques, des autorités administratives et des associations économiques et sociales pour chaque village. La table 1 montre les caractéristiques générales des exploitants individuels pour l'ensemble de l'échantillon et par village, pour les variables suivantes : âge du chef d'exploitation, type d'exploitation, taille de l'exploitation cotonnière, nombre de personnes dans l'exploitation, expérience cotonnière, niveau d'éducation, suffisance alimentaire. On veut, ainsi, avoir une idée de l'hétérogénéité globale de notre échantillon.

Variable	Moyenne échantillon	Min/max	Moyenne Pâ	Moyenne Gombélé Dougou	Moyenne Kouentou	Moyenne Baré	Moyenne Noumoudara
Age	39.85	22/70	43.25	35.83	38.5	45.41	36.25
Surface cotonnière	3.11	1/9	3.21	5.08	2.79	2.88	1.58
Nombre personnes	10.8	3/25	10.4	13.4	8.3	10.6	11.1
Expérience cotonnière	10.5	1/31	12	10.6	7.4	13.9	8.4
Variable	Fréquence échantillon	Pâ	Gombélé Dougou	Kouentou	Baré	Noumoudara	
Type d'exploitation	A : 22% B : 53 %	25% 33%	33% 67%	17% 50%	33% 67%	0% 50%	
Education	Aucune : 47% Alphabétisation : 13% Primaire : 23% Secondaire : 8%	75% 8% 17% 0%	33% 17% 8% 8%	50% 17% 0% 33%	58% 17% 25% 0%	17% 8% 67% 0%	
Autosuffisance	63%	58%	75%	25%	83%	75%	
Activité II	Aucune : 35% Elevage : 28% Commerce : 15%	58% 0% 17%	8% 50% 17%	33% 8% 17%	25% 50% 8%	50% 25% 13%	

Table 1. Caractéristiques générales de l'échantillon des 60 exploitants interrogés

Ces informations permettent d'avoir des premiers éléments sur l'hétérogénéité de dynamique agricole et cotonnière de l'échantillon. D'après ces observations, il ressort que deux villages-Gombélé Dougou, puis Baré-ont des dynamiques agricoles nettement au-dessus des autres villages. La dynamique cotonnière la plus forte est sans conteste celle de Gombélé Dougou, alors que les cas de Baré et de Pâ sont intermédiaires. Noumoudara dispose de la plus faible activité cotonnière par exploitant, mais sa dynamique agricole (basée sur des exploitations plus petites, en taille et en main-d'œuvre) assure une autosuffisance alimentaire considérable. Il faut noter le cas de Kouentou, caractérisé par de petites exploitations à faible dynamique agricole malgré une activité cotonnière moyenne. Il y a aussi une forte disparité sur les niveaux d'éducation et de diversification économique entre les villages. Noumoudara a des taux de lettrisme bien au-dessus des autres villages (Pâ étant l'extrême opposé), tant en étant bien moins diversifiée au niveau économique en dehors du secteur agricole. L'élevage est développé à Gombélé Dougou et Baré.

Afin de ne pas fausser l'interprétation des données, et notamment dans ce qui va suivre, il convient d'insister sur le fait que notre échantillon n'est composé que d'exploitants cultivant le coton en 2009 (qui ne le cultivaient pas nécessairement les années précédentes), et que nous n'avons, à fortiori, pas de producteur ayant stoppé la production cette année.

Au niveau des discussions de groupe dans l'ensemble des villages, plusieurs points importants généraux ressortent :

- Les GPC sont globalement bien gérés, avec un fonctionnement interne mature, qui permet d'éviter les impayés externes, une bonne gouvernance, et un fonctionnement démocratique. La principale contrainte est l'illettrisme. La liberté d'association a permis un changement institutionnel salvateur : la formation des GPC s'est faite par proximité familiale, religieuse, ou de quartier. La question de la confiance et du capital social (réciprocité) est centrale dans le fonctionnement des GPC.
- La question des impayés internes est épineuse mais est réglée par des mécanismes informels de contrôle et de sous-garantie familiale ou individuelle efficace. Le niveau d'entente est bon et il n'y a pas de pression externe particulière sur le remboursement du crédit
- Il n'y a pas de problème particulier avec la caution solidaire, ce sont plutôt les conditions de production qui posent problème : retards de paiement, prix des engrais, prix du coton, assistance technique,...(mais qui, à leur tour, rendent le mécanisme de caution solidaire plus délicat, d'où une menace sur le capital social)
- Il existe un problème récent : la défiance des acteurs locaux vis-à-vis de leurs représentants nationaux (GPC et UD envers UNPCB et Sofitex, et Etat), qui ne rendent plus compte de leur décision. Le processus participatif, clé de voute de l'appropriation de la réforme par les producteurs, du succès des GPC, semble partiellement rompu. Au niveau local en revanche, le coton participe toujours avec dynamisme aux activités sociales du village, en complémentarité avec les normes de partage et de solidarité, malgré la différenciation économique des groupements.
- Les besoins techniques demeurent importants, notamment au niveau de la formation (coton bio, OGM, compost, fumure, niveau de l'encadrement...) et équipement
- Les besoins en information et communication sont le deuxième point noir du système actuel, où les GPC et l'UD se retrouvent souvent isolés de leurs leaders et de l'interprofession. Certains acteurs suspectent l'UNPCB de collusion d'intérêts et de corruption avec la Sofitex. Le coton, pour eux, profite avant tout l'Etat et quelques gros producteurs et leaders paysans. La demande de transparence est unanime : détermination des prix, paiement, assistance technique
- Les agriculteurs se plaignent des retards dans le paiement et aussi sur le fait que les délais ne cessent de s'augmenter au fil du temps. Bien que tous les producteurs doivent être payés en principe après la récolte, il n'est pas rare pour beaucoup d'entre eux de recevoir leur paiement après la saison des semences de l'année suivante. Le pic de la récolte du coton se produit pendant les mois de Décembre et Janvier. Les semis de la saison commencent avec les premières pluies, qui se produisent à la fin mai et début Juin.

Dans la section suivante, nous détaillerons par village les principaux points de vue des acteurs locaux. Il nous reste à présenter une tendance moyenne de nos principales variables d'intérêt pour l'ensemble des exploitants interrogés (avant de les détailler par village dans la section suivante) : participation aux organisations villageoise, crédits intrants coton et céréales,

matériel agricole, rendements cotonniers, évolution surfaces et déterminants, perceptions de la situation cotonnière, des normes et des relations dans la filière et au village.

- Participation aux organisations villageoises : GPC (100%), Communauté religieuse (58%), Caisse mutuelle/populaire (23%), Association villageoise (20%), Association scolaire (7%), le reste étant marginal...
- Matériel agricole : Nombre de charrues en 2008 1.05 en moyenne (ET .7) ; nombre de charrues en 2004 1.02 en moyenne (.68)
- Crédit et achats intrants :

	Intrants coton			Intrants céréales		
	2009	2008	2007	2009	2008	2007
Crédit	241,8 (161,0)	213,5 (152,0)	256,6 (194,8)	60,9 (74,0)	57,5 (61,3)	56,7 (70,7)
Achat	0*	6,4 (15,9)	4,5 (11,5)	0,9* (4,9)	21,2 (35,1)	15,4 (29,1)

\*Les achats seront effectués au cours de la saison agricole (pas de dépenses amorcées au moment de la collecte des données)

- Evolution des surfaces : accroissement (32%), réduction (26%), inchangé pour le reste. Il faut noter que ces chiffres sont biaisés car nous ne disposons pas des producteurs ayant arrêté la production cette année.
- Facteurs positifs (coefficient 3 pour le choix 1, 2 pour le choix 2, et 1 pour le choix 3): accès aux intrants (score de 24), accès au crédit (22), arrières effets (19), revenu garanti (18), prix plus élevé du coton et terre excédentaire (7 chacun)
- Facteurs négatifs (même calcul) : prix intrants et retards de paiement (40), délai de paiement campagne précédente (30), retard distribution intrants (8), prix des autres cultures (7)
- Evolution lors des années précédentes : en 2008 28% d'augmentation pour 43% de réduction des surfaces (-0.3 Ha en moyenne), et en 2007 quasi-pareil qu'en 2009 (+0.2 Ha en 2009 ; +0.1 Ha en moyenne en 2007) par rapport aux campagnes précédentes (année t/t-1) !
- Facteurs positifs : ce sont plutôt les prix et les délais qui ont joué (22), accès au crédit et aux intrants restant importants pour ces campagnes précédentes
- Facteurs négatifs : On retrouve les mêmes facteurs prépondérants. Il faut noter aussi l'importance mineure de l'endettement, et de certaines difficultés dans l'accès au crédit
- Rendements coton 2008 : 993.95 Kg/Ha
- Caution solidaire : 63% n'ont pas de difficultés avec le principe et son application
- Appui technique : dernier appui reçu il y a 7 mois en moyenne pour ceux qui en ont reçu l'année dernière (1/3 de l'échantillon), 1/3 n'en a jamais reçu (au moins individuellement), et 1/3 en a reçu il y a 2 voire 3 ou 4 ans
- Amélioration du système : 73% des producteurs voient une détérioration de la situation. Les points critiques sont : le consensus sur les prix (score de 140 !), le système de distribution des intrants (52), le monopole de la Sofitex (45) et la caution solidaire dans une moindre mesure. On notera le nombre important de réponses « autres », qui correspond le plus souvent à la question des retards de paiement !
- Normes : 82% pensent que les normes traditionnelles ou commerciales ont changé depuis la réforme, et 80% y voient l'influence de la réforme (et notamment de l'instauration des GPC). 75% trouvent que les relations entre producteurs sont bonnes, voire très bonnes dans leur GPC alors que 62% voient la complémentarité entre GPC et autres associations communautaires (bon indicateur de capital social). Cependant, et

ce, malgré les avis des responsables de GPC, 2/3 des producteurs pensent que les minorités (petits producteurs, groupes ethniques ou religieux...) ont de la difficulté à obtenir des intrants. C'est principalement parce que les producteurs considèrent que les individus en difficultés de remboursement (impayés internes) forment une minorité !

## **2. Réalités locales villageoises et acteurs locaux : un état des lieux réalisé village par village**

### **2.a. Village de Pâ, département de Boromo dans les Balés**

Le village de Pâ est situé en contrebas du chef-lieu de la commune de Pâ, localisé sur l'axe routier principal Ouagadougou-Bobo, à proximité de Boromo. La plupart des exploitants ont donc un accès facilité aux moyens de communication téléphonique et routier, ainsi qu'aux commerces de la ville et aux marchés locaux. Enfin, l'accès aux structures bancaires locales (notamment microfinance) et aux administrations est également facilité. Le village de Pâ-Sud est composé de 9 GPC de tailles et compositions diverses. La plupart des GPC sont en situation financière saine, malgré des endettements internes. Deux groupements plus récents subissent des difficultés financières plus importantes. Enfin, 2 groupements sont composés de mossis, ethnie minoritaire dans la commune. Le reste est principalement composé de familles bwabas.

3 GPC ont été retenus pour les entretiens. Il s'agit de Yérégnini, le plus ancien et le plus gros du village, composé de 60 membres et d'un bureau de 8 membres. Un groupement intermédiaire, N'boukoun composé de 38 membres, et un petit GPC de Mossis, Ouen Penga, composé de 13 membres, et d'un plus petit bureau de 6 membres. Concernant le fonctionnement interne, les deux premiers GPC regroupent des individus qui ont des liens de parenté alors que le GPC Mossi fonctionne par affinités et sous la règle stricte d'adhésion conditionnée à la solvabilité financière face aux crédits d'intrants. Ceci est cohérent avec des liens de parenté probablement plus distants au sein d'un groupe ethnique migrant et minoritaire. Les 3 GPC ont élu leur bureau par vote simple, suite à des candidatures proposées ou volontaires. Au niveau de l'entente globale au sein des GPC, on note une amélioration des relations de confiance internes, suite à une prise de responsabilité des producteurs et une meilleure application de règles, ainsi que la résolution des conflits à l'amiable. Chez Ouen Penga notamment, les relations sont devenues plus proches suite à l'éviction de certains membres défaillants et à l'effet de réciprocité dans le temps (« Au début, on ne se connaissait pas »). Une question importante est celle de la caution solidaire, et le contrôle organisé par le groupe sur les remboursements du crédit individuel, ainsi que les mécanismes de compensation. Dans les deux premiers GPC, la caution solidaire ne pose pas de problèmes particuliers, soit les bureaux ont les moyens d'avancer les dettes au membre défaillants, soit il y a pré-entente préalable entre membre avec un sous-aval. Des mécanismes de contrôle existent par des visites, une sensibilisation et la pression par les pairs (et notamment les liens familiaux). Enfin, un membre en impayé est contraint en intrants la campagne suivante. En revanche dans le GPC Ouen Penga, il y a un certain découragement à repayer les impayés des autres qui étaient traditionnellement pris en charge par les ristournes. Désormais, la seule option possible est d'exclure les mauvais payeurs, après avoir accordé des délais au préalable. Il n'y a pas de moyens de pression supplémentaire dans ce groupe, et le monitoring a été initié mais peu appliqué à cause d'une dégradation des relations sociales.

Le rôle des femmes apparaît limité, elles ne possèdent pas de propre champ de coton. En revanche, elles aident beaucoup à la récolte et sont capables d'inciter ou de dissuader à la production cotonnière, dans les discussions du ménage. On n'en trouve quasiment pas dans les GPC. Concernant les agents techniques, seul le gros GPC Yérégnini estime avoir plus de contact qu'au temps des GV. Il y a, pour eux, du support technique pour les normes techniques du coton et pour la constitution du compost. En revanche, les deux autres GPC estiment que les vulgarisateurs agricoles étaient plus présents que les agents Sofitex qui ne fournissent pas de véritable support technique ni de véritable formation. Ces vulgarisateurs étaient de véritables techniciens agricoles qui se déplaçaient dans les champs, alors que les agents donnent des indications aux GPC dans les villages. Les principaux besoins semblent être des besoins d'équipement agricole (attelage) et financiers (crédit équipement), ainsi que des aides financières à la production et à l'achat d'intrants. Les relations avec l'union et les syndicats semblent plutôt bonnes, même si seule l'UNPCB est connue des GPC. Il y a une certaine distance avec l'union régionale et même avec l'union départementale, qui fournit une formation de conseil au GPC et une activité syndicale limitée. Enfin, l'UD sert surtout à valider les demandes d'intrants. La défense du classement du coton des producteurs paraît mal assurée, selon le bureau de N'boukoun. Les urgences pour l'UNPCB seraient principalement de lutter pour le prix des intrants, du coton, et les délais de paiement, ainsi qu'annoncer le prix des intrants avant les commandes, ce qui augmente sensiblement le risque économique au producteur. La principale critique est le manque d'activité syndicale et de défense des intérêts des producteurs, et le problème de justice sociale autour des endettements internes et des impayés des petits producteurs. Au niveau des structures villageoises, les relations avec les GPC sont limitées même si il y a du soutien financier de la part de ces derniers (ex : lutte contre les feux de brousse, soutien de l'association des jeunes). L'entente est plutôt bonne, il y a aussi une entraide sur certains travaux.

Au niveau des normes sociales, il n'y a apparemment pas de tension lié à la différenciation économique et sociale des producteurs de coton par rapport aux normes traditionnelles sociales. Le seul problème a été la pression sociale imposée sur les pairs défaillants, lié aux endettements internes. La solution serait de passer au crédit individuel et se désolidariser de la caution solidaire, selon le GPC N'boukoun. A l'inverse, pour les autres GPC, les normes liées à la parenté et la famille aident le plus souvent à résoudre les conflits. Les normes ne jouent pas non plus sur le fonctionnement et la logique des GPC, qui est une logique plus économique que sociale. En fait, cela même soutient les GPC qui peuvent participer à la vie sociale du village. Enfin, la responsabilité du GPC permet aux deux GPC de résidents d'avoir une influence politique ou sociale significative, mais ce n'est pas le cas pour Ouen Penga. Quant à un accès facilité aux intrants ou à la terre, il ne semble pas lié à la responsabilité d'un membre du bureau de GPC.

Nous avons également interviewé des structures d'encadrement et les autorités administratives, ainsi qu'un groupe de femmes pour connaître un peu la place du coton dans le village, vu par les autres acteurs.

Les responsables de l'union départementale des producteurs de coton de Pâ estiment que les principaux changements de ces dernières années ont été positifs, notamment par l'amélioration de la gestion à la base, l'accès à l'information, la formation, la responsabilisation et les demandes en intrants. Le partage de l'apprentissage technique aurait poussé la production vers le haut, et le rôle des unions y aurait été prépondérant, avec leur maturation de la base des GPC jusqu'à l'UNPCB. L'UD a notamment participé à la récupération du crédit, des programmes d'alphabétisation et de formation en gestion, ainsi

qu'à l'analyse des expressions en besoin de crédit des GPC. Enfin, elle organise des assemblées générales avec tous les GPC pour la résolution des conflits divers. Malencontreusement, l'union départementale ne dispose que d'une petite autonomie de fonctionnement, et la communication s'en ressent parfois limitée, concernant les moyens matériels et financiers des GPC. Le système d'encadrement technique ATC/CC est perçu comme plus proche des producteurs, au niveau du tissu de proximité des AT avec leurs GPC. Auparavant, les agents vulgarisateurs avaient en charge 1000 producteurs et intervenaient sur toutes les cultures. En sus de ces vulgarisateurs, les ATC sont plus nombreux même si leur action reste moins spécialisée et performante si on reprend le point de vue des GPC ou des producteurs eux-mêmes. Selon l'UD, il faudrait trouver plus de complémentarités entre les anciens agents et les ATC, et que chacun se spécialise plus fortement dans certaines cultures et techniques (jumelage des agents par exemple), en mettant plus à profit les complémentarités agro-économiques coton/céréales. L'UNPCB pourrait aussi intervenir sur les céréales, au niveau du crédit, de la communication, et de la commercialisation. L'UD déplore notamment le manque de concurrence et les gestions défailtantes des stratégies de commercialisation. Une voie importante d'amélioration serait un système de continuité avec la vulgarisation technique du compost et de la fumure organique, maintenant que les producteurs y sont mieux préparés. Grâce à la bonne organisation des GPC et aux formations, ces techniques doivent être encouragées et mieux répandues. Au niveau institutionnel, le fonctionnement des GPC est perçu comme plus démocratique qu'au temps des GV, avec des renouvellements de bureau, la préparation des élections et des limites au cumul des mandats. Enfin, les membres de l'UD regrettent les problèmes de délais de paiement du coton graine, et d'information sur le prix des intrants. En tant qu'actionnaire de la Sofitex, l'UNPCB devrait mieux informer ses sociétaires sur les décisions internes et le respect des engagements de l'interprofession.

La caisse populaire locale nous a aussi ouvert ses portes... Le volume d'activité de la banque locale est en croissance significative ces dernières années, avec un crédit entièrement financé par l'épargne. Les activités principales sont du crédit à l'équipement agricole, du crédit d'embouche, et aussi pour les intrants, de l'assurance prévoyance, et enfin du crédit maraîchage. La structure porte aussi un regard d'avenir sur la possibilité de développer le crédit stockage (warrantage). Enfin, la caisse poursuit des objectifs sociaux, malgré les risques liés à l'agriculture. Le suivi du crédit est un suivi de proximité des projets agricoles avec une sensibilisation à la pénalité de retard et à la gestion de la caisse. Pour le responsable local, la caution solidaire des GPC est une garantie sociale, et le financement de la caisse s'appuie aussi sur un bon fonctionnement de la caution. Cependant, il préférerait une responsabilisation individuelle, qui est souvent appliquée par la RPCB. Les producteurs de coton sollicitent d'ailleurs parfois la structure pour échapper à la caution solidaire voulue par la SOFITEX (pour maîtriser les risques), afin d'éviter des conflits sociaux. Le système est plutôt vicieux pour les producteurs, mais il reste difficile de faire appliquer des règles de finance classique au monde rural actuel. L'approche de la caisse est plutôt basée sur la recherche de confiance du paysannat avec l'expérience. L'attraction des producteurs pour la RPCB trouve sa justification dans la restriction des programmes d'intrants céréales à crédit par la Sofitex. La caisse serait prête à en augmenter l'activité, à condition que les taux d'endettements des GPC par rapport à la Sofitex diminuent, ou en soient minimisés. La vérification de l'endettement total devrait être faite par un ATC. Le lien entre paiement du coton et remboursement du crédit doit être conservé car le secteur est organisé et les revenus sécurisés, cela permet un accès aux intrants et aussi une voie de sécurité pour les céréales. Il n'y a pas d'autres alternatives viables pour l'instant. Le marché des engrais reste aussi très centralisé par la Sofitex, qui « confond » certaines de ses fonctions, car elle n'est pas un livreur d'intrants.

Toute cette organisation pressurise le monde paysan, et le remboursement du coton a parfois un impact en terme de sécurité alimentaire.

Concernant les leaders villageois, nous avons rencontré le Conseil du village pour le développement (CVD), Mme la maire de la commune et une association de femmes. Pour ces acteurs, la place du coton est très importante dans le village, même si elle est en recul ces dernières années, à cause des retards de paiement et des prix élevés des intrants. Alors que Mme la maire voit principalement la complémentarité entre les revenus cotonniers et les activités sociales, cela est mis en doute par les membres du CVD. Ces derniers pointent du doigt la fraternité en déclin, qui influe négativement le capital social villageois. La mise en place des GPC en lieu des GV est positivement appréhendée, grâce à la dynamique productive engendrée et la responsabilisation des producteurs. L'encadrement technique aussi est jugé en bonne évolution, malgré l'impact négatif des retards de paiements. Pour les autorités locales, les producteurs étaient préparés par la Sofitex au changement institutionnel, avec une prise de conscience du problème des GV, de l'importance de la caution solidaire et des marchés auto gérés. La Sofitex a particulièrement insisté sur la responsabilisation des producteurs. Cependant, Madame la maire pense que les producteurs seraient mieux préparés aujourd'hui, grâce à leur expérience dans les GPC, et l'association des femmes défend l'idée que beaucoup de producteurs n'avaient pas compris le principe des GPC et de la caution solidaire à l'époque.

Les acteurs aimeraient que les délais de paiement soient respectés, et le prix du coton augmenté, pour éviter la revente des intrants (mineur) et surtout des céréales. L'autofinancement des producteurs devrait être plus appliqué (avec des subventions si nécessaire). Plus de transparence dans les mécanismes de détermination des prix ont également été évoqués, ainsi que plus de responsabilisation et d'entente au niveau des producteurs dans les GPC. Un soutien extérieur plus conséquent et suivi serait souhaitable. L'expansion récente cotonnière a été bénéfique sur le moyen terme pour les responsables locaux, malgré une détérioration ces dernières années. En tant que source privilégiée de revenus régionaux, cela a été globalement bénéfique : en terme d'habitat et de consommation, ainsi que dans les secteurs sociaux (éducation, eau). En revanche, l'effet est négatif sur la santé et l'environnement. Depuis la réforme, la production cotonnière semble néanmoins être bien plus bénéfique à la Sofitex, alors que cela menace les relations sociales locales. Pour Madame la maire néanmoins, cela est bénéfique car tout le monde y trouve son compte et cela est plutôt complémentaire avec le tissu social villageois.

En termes d'évolution des normes sociales, il n'y a pas d'impact à priori lié à la popularité des GPC, même si cela peut ouvrir des portes à des postes politiques locaux et amplifie les activités sociales dans certains cas. Enfin, les relations entre GPC et autorités se font en bons termes.

Est-ce que ces réalités locales correspondent aux indicateurs plus quantitatifs relevés chez les producteurs ? En quoi ces indicateurs sont différents de la tendance nationale ?

- Participation aux organisations villageoises : GPC (100%), Communauté religieuse (42%), Caisse mutuelle/populaire (8%), Association villageoise (12%), Association scolaire (8%), **chiffres légèrement en deçà de la moyenne de l'échantillon**
- Matériel agricole : Nombre de charrues en 2008 1.25 en moyenne (ET 1.14) ; nombre de charrues en 2004 1.17 en moyenne (1.11) (**taux d'équipement légèrement supérieur à la moyenne de l'échantillon !**)

- Crédit et achats intrants : **légèrement inférieurs à la moyenne pour le coton et supérieurs pour les céréales** (probablement due au développement local des activités de la RPCB, voir infra). **A noter qu'il n'y pas de mentalités d'acheter ses intrants au comptant**

	Intrants coton			Intrants céréales		
	2009	2008	2007	2009	2008	2007
Crédit	219,9 (130,2)	186,4 (135,1)	239,0 (181,4)	84,0 (94,0)	67,4 (63,2)	70,8 (80,4)
Achat	0*	0 0	0 0	0* 0	4.4 15.3	0 0

\*Les achats seront effectués au cours de la saison agricole (pas de dépenses amorcées au moment de la collecte des données)

- Evolution des surfaces : accroissement (42%), réduction (33%), inchangé pour le reste. **Dynamique plus marquée que la moyenne de l'échantillon**
- Facteurs positifs (coefficient 3 pour le choix 1, 2 pour le choix 2, et 1 pour le choix 3): accès aux intrants (score de 50), accès au crédit (25), arrières effets (15), revenu garanti (20), prix plus élevé du coton (30) : **importance de l'accès aux intrants et du prix plus marqués que pour les autres villages**
- Facteurs négatifs (même calcul) : prix intrants et retards de paiement (35), délai de paiement campagne précédente (50), prix des autres cultures (25) : **rôle déterminant des délais de paiement et plus important pour les prix des cultures alternatives**
- Evolution lors des années précédentes : en 2008 25% d'augmentation pour 50% de réduction des surfaces (-0.6 Ha en moyenne), et en 2007 plus fort qu'en 2009 (+0.35 Ha en 2009 ; +0.6 Ha en moyenne en 2007) par rapport aux campagnes précédentes (année t/t-1) : **tendances plus marquées que la moyenne mais même mouvement**
- Facteurs positifs : Différemment de cette année, ce sont les garanties sur les revenus, avec l'accès au crédit (plus classique) qui ont joué, ainsi que les prix
- Facteurs négatifs : On retrouve les mêmes facteurs prépondérants, avec plus d'importance pour les prix que pour les délais. Il faut noter aussi l'importance mineure de l'endettement, et moins importantes du prix des cultures alternatives.
- Rendements coton 2008 : 1040,7 Kg/Ha ; **5% supérieur à la moyenne**
- Caution solidaire : 58% n'ont pas de difficultés avec le principe et son application, **en-dessous de la moyenne**
- Appui technique : dernier appui reçu il y a 8 mois en moyenne pour ceux qui en ont reçu l'année dernière (1/2 de l'échantillon), 1/2 n'en a jamais reçu (au moins individuellement)
- Amélioration du système : 92% des producteurs voient une détérioration de la situation. Les points critiques sont : le consensus sur les prix (score de 160 !), le système de distribution des intrants (45), le monopole de la Sofitex (10) et **la caution solidaire dans une plus large mesure (40)**. Le nombre important de réponses « autres », qui correspond le plus souvent à la question des retards de paiement, est aussi élevé. **Le pessimisme est plus marqué que pour la moyenne de l'échantillon.**
- Normes : 58% pensent que les normes traditionnelles ou commerciales ont changé depuis la réforme, et 50% y voient l'influence de la réforme (et notamment de l'instauration des GPC). 58% trouvent que les relations entre producteurs sont bonnes, voire très bonnes dans leur GPC alors que 58% voient la complémentarité entre GPC et autres associations communautaires. 58% des producteurs pensent que les minorités (petits producteurs, groupes ethniques ou religieux...) ont de la difficulté à obtenir des

intrants. Ces indicateurs sont en dessous de la moyenne de l'échantillon, ce qui peut indiquer un niveau de capital social inférieur.

## **2.b. Village de Gombélé Dougou, département de Koumbia, dans le Tuy**

La zone de Koumbia se situe à une cinquantaine de kilomètres de Pâ, toujours sur l'axe Ouaga-Bobo-Dioulasso, en zone Bwa. Le département, est lui aussi, essentiellement rural et cotonnier. Il y a donc une forte similitude démographique et physique entre les zones de Pâ et de Koumbia. En revanche, le choix de Gombélé Dougou a été justifié, car il se situe plus en retrait de cet axe de communication à environ une vingtaine de kilomètres au sud de Koumbia via une piste partant du Chef-lieu en direction de Diébougou. Nous nous sommes entretenus avec les responsables de GPC et autorités/associations du village et aussi avec des structures départementales basées à Koumbia. On a ainsi pu plus facilement mesurer les divergences et les difficultés de coordination au niveau local. Gombélé Dougou est un grand village cotonnier, formé d'une dizaine de GPC assez dynamiques et plutôt rentables dans l'ensemble. Il y a 84 GPC en tout dans le département dont seulement 5 sont en impayés externes, mais la plupart subissant des dettes internes liées aux mauvaises pluviométries. Les activités sociales et commerciales semblent très développées au village, qui a largement bénéficié de la croissance cotonnière du début des années 2000. L'élevage aussi a été stimulé par les arrangements entre agriculteurs et les peuls itinérants. Gombélé Dougou est idéalement localisé au milieu de terres plutôt fertiles et de prairies. Il y a également une forêt classée et encore des zones d'extension foncière, ce qui laisse des zones de transhumance exploitables et suffisantes.

Les 3 GPC sélectionnés représentent la dynamique de groupements au niveau du village. Le premier, et le plus important, comprend 80 membres et s'appelle Pessira. Karayé est composé de 24 membres et Houré de 17 membres.

Les deux petits GPC ont été formés sur une base familiale, même si un nouveau membre peut être accepté en dehors de considérations familiales, sur une base de confiance. Les règles informelles d'honnêteté sont prépondérantes pour l'adhésion au groupe. Concernant Pessira, le choix des membres s'est effectué par affinités et parenté. L'intégration des nouveaux membres est décidée en fonction du capital confiance et des capacités de remboursement, du niveau de production dudit candidat à l'adhésion, avec un consensus au niveau des membres. Il y a déjà eu des départs de membres mais seulement volontaires. La gouvernance est établie au niveau d'un bureau élu sur vote et sur proposition de membres. Le bureau n'est officiellement renouvelable qu'une seule fois. Au niveau du capital social, tous les responsables de GPC notent une amélioration des relations entre membres et de l'entente, liée à une dynamique de production, de la parenté, et des règles informelles souples et adaptées à la résolution de conflits internes. L'amélioration de cette entente a eu des conséquences au niveau financier, et le groupement Karayé serait capable d'acheter à comptant des herbicides et des engrais et de faire son propre crédit à ses membres. De plus, les GPC ont accru leurs investissements dans les structures villageoises (écoles et dispensaires).

Concernant le rôle des normes dans les GPC, le principe de caution solidaire n'est pas fondamentalement remis en question, même si des problèmes peuvent émerger en cas d'impayés. Chaque GPC a ses propres règles pour résoudre ces problèmes. Dans Karayé et Houré, chaque membre doit avoir un garant moral et il existe un processus de « peer-monitoring ». Dans l'autre, des discussions internes familiales sont effectuées pour prendre en charge l'impayé et la dette interne. L'impact en termes de solidarité et de dynamique collective est jugé plus important que l'aspect négatif lié à la dette, ce qui permet une sorte

d'assurance. Il n'existe pas de pression externe sur le GPC tant que les impayés restent internes. Dans le cas d'un garant moral, celui-ci est tenu d'effectuer le suivi et le contrôle du membre de GPC, mais il n'y a pas nécessairement de forte surveillance, mais plutôt un suivi basé sur la connaissance mutuelle et la parenté entre membres. Il peut y avoir en revanche une pression villageoise liée aux normes locales associée à la réputation, la honte, ou le prestige. Les GPC estiment disposer des moyens suffisants pour s'assurer de l'honnêteté de leurs membres. Au niveau social, les femmes ne disposent pas d'un rôle direct dans la production de coton, même si elles ont tendance à inciter à la diversification culturale ou avoir un impact en termes de conseil. L'association des femmes n'interagit cependant pas avec les GPC. Pourtant un représentant estime qu'elles pourraient aider à mieux résoudre les conflits.

En termes de relations externes, les GPC entretiennent des relations plus proches et établies avec les acteurs de la filière coton mais déplorent une certaine détérioration au cours des dernières années. Les rapports sont meilleurs avec les agents techniques qui apportent un surplus de soutien technique qu'au temps des vulgarisateurs, et également avec la Sofitex bien qu'ils aimeraient que le financement des engrais céréales soit plus conséquent. Cette évolution est due à l'amélioration des relations contractuelles (disponibilité des intrants et délai de paiement) avant 2006, et leur détérioration depuis. L'assistance technique pourrait être améliorée en passant au niveau individuel (formations de groupe), ainsi que le conseil prodigué par l'union départementale (faible nombre de visites et compétences inadéquates). La relation avec les unions sont bonnes, du fait aussi que le président de l'UD est président de l'UP, mais les capacités apparaissent limitées (manque de crédit intrants céréales). Enfin, il n'y a pas de relations avec les syndicats agricoles. Une critique concernant l'UNPCB fait état de la décroissance de son impact par rapport à l'époque de sa création, et de sa récupération par la Sofitex, ainsi que de ses moindres relations avec les GPC malgré les revendications des groupements. La communication est en train de se rompre. Les structures de l'union commencent à adopter le discours de la Sofitex ou du ministère pour expliquer des décisions au détriment des producteurs. Le manque de liberté syndicale et de concurrence est notamment évoqué. Enfin, les relations avec les autres GPC sont bonnes, du fait de l'implication de tous les groupements dans les structures villageoises et activités sociales, ainsi qu'avec les autorités locales et administratives. Il y a complémentarité entre les logiques économiques des GPC et sociales du village, en tous les cas aucune tension relatée par les responsables. Il n'y a pas non plus de tension interne liée aux impayés, de part l'établissement de règles claires et opérationnelles et notamment liées aux normes de partage. Les normes villageoises ne contraignent pas la formation de GPC, car la résolution des conflits et l'entente qui y prévalent vont de pair avec les règles de fonctionnement local. Enfin, la prise de responsabilité au sein des GPC ne semble pas favoriser l'accès à la terre ou aux intrants. En revanche, cela a un impact politique significatif. Dans le GPC Houré, il y a un impact perçu sur l'accès à la terre, bien qu'on ne sache si cela vient de la responsabilité politique, ou si c'est plutôt la responsabilité politique qui est favorisée par la propriété sur la terre ou le leadership préexistant (problème d'endogénéité).

Concernant les autres acteurs locaux, nous nous sommes entretenus avec les autorités locales et départementales, le vulgarisateur de Koumbia, l'agence de la RPCB et les responsables de l'UD, ainsi que quelques associations de Gombélé Dougou.

Les responsables de l'UD se sont longuement entretenus avec nous, et voulaient revenir plus en détail sur les problèmes actuels de la filière, montrant les incohérences de l'UNPCB. A l'UD, il y a 6 membres du bureau et deux conseillers pour l'ensemble des GPC de 14 villages de la commune de Koumbia. L'UD est interpellée en cas de problème dans les GPC

pour recueillir les informations à la base, et fournir un appui en termes de gestion de groupe et pour les commandes en intrants. Le changement institutionnel depuis les GV a permis une plus grande efficacité du système de groupement local et du fonctionnement de la caution solidaire. L'approvisionnement en intrants s'est donc nettement amélioré. L'UD a aussi un rôle de garant envers les GPC, notamment après deux années d'impayés externes où elle doit « avaliser » les impayés pour assurer la continuité dans l'accès aux intrants. Sinon, le GPC peut se voir suspendre son agrément. C'est arrivé parfois dans la province. Au niveau de la formation, l'UD regrette le manque de continuité des programmes, notamment pour les nouveaux producteurs (ex : alphabétisation) dont les programmes sont trop longs ou pas adaptés. Le manque de moyen empêche aussi une véritable formation de gestion aux GPC qui soit opérationnelle et pilotée par l'UD, les conseillers sont débordés. En ce qui concerne les ATC, l'avis général est qu'ils n'ont pas permis d'augmenter les rendements et que leur formation technique collective n'est pas efficace. Ils choisissent les meilleurs producteurs, à contrario des anciens encadreurs qui étaient de vrais techniciens. Un seul agent par département ne permet pas de répondre à la demande de services agricoles alors qu'il en faudrait un par village. Les encadreurs sont toujours là mais se sont recentrés sur le conseil à l'exploitation familiale et le conseil technique sur les céréales.

Concernant les représentants des producteurs, ceux-ci sont mieux préparés au changement car ils ont intégré les nouvelles règles des GPC ainsi que les nouvelles interactions avec les acteurs de la filière, à savoir : meilleure administration, gestion, recouvrement, cooptation, opérabilité du conseil crédit, comité de litige pesée/qualité. L'intervention de l'UD a permis une meilleure défense des producteurs que par rapport à la pré-réforme. Au niveau régional, l'union a noté les problèmes suivants : évacuation et pesée/classement au pont bascule de la Sofitex défavorable au producteur, manque d'information sur l'exportation du coton local sur le marché mondial et la qualité finale à l'export, retards de paiement, système de l'UNPCB, prix, rigidité des doses intrants en approvisionnement. Un meilleur fonctionnement impliquerait la prise d'informations à la base, des délais de paiement raccourcis, une certaine libéralisation du marché des intrants, la capacité des producteurs d'acheter les intrants au comptant, un meilleur suivi de filière, et enfin la transparence des institutions supranationales (accountability). Les institutions locales n'ont pas accès aux informations nationales, les couts de la Sofitex restent secrets entre eux et l'UNPCB. Enfin, on ne paye plus les GPC avec les ristournes et les retards de paiement ainsi que les impayés rendent les banques hésitantes. L'UNPCB avait promis de gérer la question des impayés internes par un recensement et sa prise en charge par une aide américaine, rien n'a été fait. Les leaders paysans et la Sofitex ont-ils profité de cet argent sans indemniser leurs producteurs ?

L'encadreur de Koumbia nous a révélé sa vision de l'agriculture locale et de la place du coton dans le département. Un premier constat est que la gestion du crédit et la gestion technique sont confondues. Alors que les encadreurs pourraient intervenir, les GPC sont devenus la chasse gardée de la Sofitex. Le fonctionnement des GPC est encore très mauvais, notamment la question de la gestion du crédit. Malgré cela, l'accès au crédit progresse, grâce à la caisse populaire et la microfinance, qui prennent mieux en compte les réalités locales, même si les produits financiers ne sont pas destinés exclusivement à l'agriculture. L'encadrement doit faire en sorte d'améliorer l'information pour l'accès au crédit. La caution solidaire a des limites, celles liées à la gouvernance des GPC. Le découplage entre filière coton et accès au crédit et aux intrants est réalisable et souhaitable, comme pour le cas du riz à Koumbia, à condition de fortement responsabiliser les producteurs. Cependant, il faut des programmes de crédit adaptés et dont le remboursement est incité. Un crédit gouvernemental est le plus souvent considéré comme un don ou une subvention. Le rôle de l'encadrement, est

ici, prépondérant, au niveau du suivi des activités du GPC par exemple. Les principales difficultés techniques sont liées à la pauvreté des sols. Il faut une bonne préparation préalable, avec une bonne utilisation de la matière organique, et une meilleure gestion dans le temps des amendements organiques et minéraux. La culture biologique serait une bonne chose mais cela prendra du temps pour changer les pratiques culturales, alors que la voie OGM peut permettre un accroissement considérable des gains pour tous les acteurs de la filière. Les agents de l'agriculture ont une longue tradition de relations avec les acteurs locaux, et sont très respectés. Ils interviennent directement auprès du producteur, sans passer par les autorités locales. L'agent technique pense lui-même que les choix techniques sont purement indépendants des normes villageoises et autres pratiques politiques locales. Auparavant, le travail des agents permettait de lever un nombre considérable de contraintes techniques, mais la période de maturité des GPC serait dépassée. Selon l'agent, la création des GPC a été orchestrée par la Sofitex pour mieux contrôler la filière coton et le producteur. Il y a un problème de distribution des rôles et la loi 14 devrait être mieux appliquée pour le fonctionnement des GPC. Le GPC n'est pas une propriété de la Sofitex, et les encadreurs devraient y avoir accès. Il y a aussi un problème de leadership au niveau de l'encadrement technique entre l'Etat et la Sofitex, les ATC et les CC manquent cruellement de formation et de compétence.

La RPCB de Koumbia a progressivement arrêté de travailler avec les GPC et a mis récemment l'accent sur le crédit individuel. Le problème provient des retards de paiement du coton graine après évacuation, pourtant certains arrivent à rembourser avant le paiement. Avec le patrimoine agricole, on arrive à garantir certains crédits. La caisse pense que la caution solidaire est appropriée au cas de la Sofitex et au crédit d'intrants répété dans le temps, car lié à la commercialisation du coton. En revanche, le GPC peut plus facilement contracter avec la caisse et puis arrêter. La caution solidaire marche mieux pour les femmes, pour des groupes de taille plus petite. La caisse locale pense que la caution solidaire reste nécessaire, et qu'il faut augmenter le capital social et améliorer les pratiques de gestion pour qu'elle fonctionne encore mieux. Le développement des crédits céréales pourrait s'effectuer par production et lié à la commercialisation en cas de débouchés intéressants, avec un mécanisme de caution solidaire également. Ce n'est pas nécessaire de découpler ce lien car il garantit les remboursements via le monitoring couplé à la caution solidaire.

Nous nous sommes enfin retrouvés avec le conseiller local et l'association des commerçants de Gombélé Dougou. Ceux-ci soutiennent que la place du coton est primordiale dans le village avec ses nombreux effets positifs, comme l'organisation des GPC et ses effets d'entraînement sociaux. Ces derniers ont permis de relancer la production cotonnière avec les ristournes notamment, mais la contribution sociale est moindre. Toutes les fonctions ont été améliorées, grâce à la responsabilisation des producteurs, mais les retards de paiement et le manque de disponibilité des ATC ont engendré des problèmes. Depuis 2001, l'UNPCB ne joue plus son rôle. Le passage de GV à GPC a été très rapide, « les gens n'étaient pas prêts et on leur a pas tout bien expliqué, certains pensaient qu'il s'agirait d'une affaire de famille. Ils ont été surpris par le rôle central de la caution solidaire. » Les acteurs locaux pensent que c'est l'UNPCB qui devrait changer en premier lieu, en consultant sa base et en y rendant des comptes. « On risque de retourner à la situation des GV, et l'UNPCB est en connivence avec la Sofitex, au détriment du petit producteur. Le bureau a trop duré alors que le mandat prévu était de 3 ans ». Il serait aussi souhaitable que la faïtière sensibilise davantage les producteurs sur les problèmes de la filière et de la caution solidaire. L'impact du coton au niveau local est positif au niveau économique mais pas au niveau environnemental, avec la surexploitation des terres. En revanche, la nutrition de la population s'est améliorée, ainsi que l'éducation et la

santé. Le coton bénéficie surtout au maïs, et à l'Etat. La dégradation des sols et la production de coton sont menaçantes sur l'agriculture et l'élevage. Pour les commerçants, la production de coton ne profite actuellement à personne. En termes de gouvernance, le coton a eu peu d'impacts au niveau politique local (néanmoins les conseillers estiment que le contraire), ou sur les normes. Par contre, il y a plus d'activités sociales de par les contributions du coton.

Au niveau des producteurs, voici les indicateurs quantitatifs reflétant les spécificités locales :

- Participation aux organisations villageoises : GPC (100%), Communauté religieuse (58%), Caisse mutuelle/populaire (50%), Association villageoise (8%). **Participation plus importante que la moyenne de l'échantillon pour la caisse ; ;**
- Matériel agricole : Nombre de charrues en 2008 1.33 en moyenne (ET .49) ; nombre de charrues en 2004 1.33 en moyenne (.49) : **taux d'équipement supérieur**
- Crédit et achats intrants : **significativement supérieurs à la moyenne de l'échantillon et notamment pour le coton + achats intrants céréales**

	Intrants coton			Intrants céréales		
	2009	2008	2007	2009	2008	2007
Crédit	402,3 (221,3)	360,0 (213,5)	388,6 (234,7)	111,7 (85,8)	84,2 (78,6)	106,2 (88,9)
Achat	0*	1,8 (4,8)	0	0*	39,1 (45,9)	25,3 (35,7)

\*Les achats seront effectués au cours de la saison agricole (pas de dépenses amorcées au moment de la collecte des données)

- Evolution des surfaces : accroissement (33%), réduction (17%), inchangé pour le reste. **Dynamique plus marquée que la moyenne**
- Facteurs positifs (coefficient 3 pour le choix 1, 2 pour le choix 2, et 1 pour le choix 3): accès aux intrants (score de 10), accès au crédit (35), arrières effets (40), revenu garanti (15), accès à la mécanisation (15) : **plus d'importance pour le crédit, les arrières effets que pour les intrants, et spécificité de la mécanisation**
- Facteurs négatifs (même calcul) : prix intrants et retards de paiement (30), délai de paiement campagne précédente (20), endettement (5) : **dans la tendance moyenne**
- Evolution lors des années précédentes : en 2008 25% d'augmentation pour 42% de réduction des surfaces (-0.4 Ha en moyenne), et en 2007 moins qu'en 2009 (+0.3 Ha en 2009 ;+0.2 Ha en moyenne en 2007) par rapport aux campagnes précédentes (année t/t-1) : **dans la tendance moyenne**
- Facteurs positifs : ce sont plutôt les prix et les délais qui ont joué (22), accès au crédit et aux intrants restant importants pour ces campagnes précédentes
- Facteurs négatifs : On retrouve les mêmes facteurs prépondérants. Il faut noter aussi l'importance mineure de l'endettement, et de certaines difficultés dans l'accès au crédit
- Rendements coton 2008 : 1158.66 Kg/Ha : **largement au-dessus (+20%) de la moyenne ; ce qui explique aussi les plus grandes incitations à la production**
- Caution solidaire : 75% n'ont pas de difficultés avec le principe et son application, **au-dessus de la moyenne (meilleures performances, moins de dettes...)**
- Appui technique : dernier appui reçu il y a 9 mois en moyenne pour ceux qui en ont reçu l'année dernière soit 25%, 75% disent n'en avoir jamais reçu (au moins individuellement). **Il peut y avoir des attentes d'encadrement technique plus poussées, et une perception de ne pas en recevoir (car en groupe) quand les performances sont meilleures car il faudrait un appui beaucoup plus**

**professionnel. Sinon, cela confirme l'isolement du village malgré ses performances agronomiques (moindres besoins ou difficultés d'accès)**

- Amélioration du système : 50% des producteurs voient une détérioration de la situation. Les points critiques sont : le consensus sur les prix (score de 95), le système de distribution des intrants (15), le monopole de la Sofitex (35) et la caution solidaire (30). On notera le nombre encore important de réponses « autres », qui correspondent le plus souvent à la question des retards de paiement. **Importance des performances contractuelles et de la filière pour des producteurs plus professionnels, et moins pessimistes qui attendent une meilleure professionnalisation du secteur cotonnier.**
- Normes : 92% pensent que les normes traditionnelles ou commerciales ont changé depuis la réforme, et 92% y voient l'influence de la réforme (et notamment de l'instauration des GPC). 83% trouvent que les relations entre producteurs sont bonnes, voire très bonnes dans leur GPC alors que 100% voient la complémentarité entre GPC et autres associations communautaires (bon indicateur de capital social). 41% seulement des producteurs pensent que les minorités (petits producteurs, groupes ethniques ou religieux...) ont de la difficulté à obtenir des intrants. **Indicateurs largement supérieurs à la moyenne, montrant une dynamique sociale plus marquée.**

## **2.c. Village de Kouentou, département de Bobo, Bobo-Nord**

Le village de Kouentou est un village à faible dynamique cotonnière et sociale, relativement pauvre avec seulement 2 GPC fonctionnels, les autres étant en impayés externe. Les rendements agricoles sont faibles, et le village est relativement isolé, bien qu'à une vingtaine de kilomètres de l'agglomération bobolaise et non loin de l'axe routier Bobo-Dédougou. Le village est très étendu et dispersé en plusieurs quartiers, souvent centralisés autour de l'église et de la mosquée du village. Les coton-culteurs se sentent également délaissés par leurs organisations, car peu impliqués dans les structures locales de l'UD, et avec un faible accès aux services agricoles. Il semblerait que, suite aux difficultés financières et productives des GPC du village, la Sofitex et l'UD aient quelque peu laissé de côté le village de Kouentou en le restreignant en services agricoles et intrants. On y trouve donc une agriculture plutôt de subsistance et extensive, avec moins de maïs et plus de sorgho ou de mil (et arachide), ainsi que d'élevage bovin. Ces spécificités ont été intéressantes dans le cadre de l'étude, car nettement différentes des dynamiques des autres villages visités. Les éléments de discussion avec les principaux acteurs vont nous permettre de mieux comprendre les spécificités et réalités locales du village, et leur impact sur les dynamiques de production et sociales.

Nous avons d'abord rencontré les 2 bureaux de GPC fonctionnels du village. Les ATC et la Sofitex leur mettent la pression pour ne pas récupérer les membres des autres GPC défaillants. Les GPC non fonctionnels sont conservés pour rembourser les dettes externes dans le temps. Pour cette raison, cela a créé des dissensions dans le village, avec une détérioration du capital social, pas d'accès à la microfinance, sauf pour les femmes.

Les deux GPC se prénomment Kwirima et Djatiminé et comprennent respectivement 26 et 6 membres. Le plus important est composé sur la base de la religion protestante, et de la confiance entre les membres (jamais eu de problèmes d'entente). Pour le second, les membres ne se sont pas systématiquement choisis mais il y a une part importante accordée à la parenté et la confiance entre les membres. Dans ce petit GPC, le bureau constitué seulement de 2 personnes est choisi par consensus alors que Kwirima a un bureau élu sur proposition et

volontariat, depuis 1997 (avec déjà 4 présidents en 12 ans). Le mandat était de 2 ans à la création, et est désormais de 5 ans. Les membres se rencontrent en assemblée 3 fois par an et le bureau 2 fois par mois. Le niveau d'entente dans chaque GPC est bon, malgré quelques mésententes liées aux impayés, l'affaire se règle souvent en famille à l'amiable. Alors que les relations se sont améliorées dans le petit groupement, l'effet de la caution solidaire et des impayés a été négatif dans Kwirima. En 1997, le GV ne faisait plus de coton, et celui-ci a été réintroduit après épongeage des dettes par l'Etat et conseil du vulgarisateur. La caution solidaire est globalement bien acceptée dans son principe, parce que la solidarité derrière les impayés est importante pour les producteurs. Dans le cas de Kwirima, le fait d'appartenir à la même église est un argument supplémentaire à la bonne entente du groupement. En revanche, ces derniers n'accepteraient pas de fusionner avec Djatiminé. Pour s'assurer de l'honnêteté des membres, Kwirima avait créé des sous-groupes de suivi il y a 2 ans, mais en 2007/2008, il y a eu un impayé externe sans qu'il y ait eu de pression externe de la part de l'union ou de la Sofitex. En revanche, il existe une pression sociale villageoise moins formelle. C'est l'UD qui est chargée de régler les problèmes avec l'ATC. Dans le petit groupement, c'est directement le président qui fait le contrôle des travaux champêtres, puis conseille et avise les membres en risque d'impayé. Il y a donc une pression interne implicite, mais aucune autre forme de pression.

Au niveau du rôle des normes, les femmes encouragent plutôt à la production de coton, en dépit du fait qu'elles ont une aversion pour les impayés et participent aussi aux travaux champêtres. Elles pourraient aussi conseiller la gestion du GPC en cas de difficultés internes. Les relations avec les acteurs de la filière sont meilleures qu'au temps des GV. Au début, l'ATC était venu s'installer au village et couvrait très bien les besoins d'encadrement mais il est devenu moins fréquent. Le petit groupement, plus récent, estime lui que les visites de l'ATC sont régulières et permettent de bien sensibiliser les producteurs sur le marché mondial et la caution solidaire. Il y a eu 3 à 4 formations par groupement l'année écoulée : traction animale, équipement, gestion technique du GPC, ou compost (avec aide à crédit).

Au niveau des relations externes, les deux bureaux sont satisfaits de leurs relations avec les démembrés de l'union même si Kwirima y oppose le fait que l'UNPCB se soit allié aux intérêts de la Sofitex et ne joue plus son rôle et que les responsables s'éternisent à leur poste. En revanche, les relations avec la Sofitex sont en nette détérioration, notamment à cause des prix et des délais de paiement. Ici aussi, les responsables ne connaissent pas d'autres structures syndicales paysannes. Tous les leaders du monde paysan devraient davantage aider les producteurs à s'équiper, en améliorant la gestion des GPC et en permettant une réelle interaction avec les autres acteurs de la filière. Les principaux problèmes à régler relèvent de la connivence et la transparence de l'union avec la Sofitex, le conseiller de l'union n'est pas régulier au village, et il y a suspicion de rétention de ristournes par l'UD. Au niveau des structures villageoises, les relations sont bonnes avec la mise en place d'activités socio-économiques en commun à travers l'association des femmes par exemple ou des financements d'autres associations. Les responsables soutiennent qu'il y a une forte complémentarité entre la logique économique des GPC et la solidarité sociale villageoise, grâce à la responsabilisation des producteurs. Les normes villageoises, enfin, n'ont pas d'impact significatif sur les choix et la gestion des exploitants, même s'il existe des cas de producteurs réduisant leurs surfaces cotonnières pour ne pas avoir à repayer les impayés des autres membres. Il n'y a pas non plus de tentatives de fractionnement du gros GPC en un groupe de bons ou de gros producteurs et de plus petits. La responsabilité au sein du GPC donnerait un petit privilège politique et religieux, mais cela dépend en premier lieu de la confiance de la population villageoise en son responsable de coopérative. Enfin, le

responsable de Djatiminé pense qu'un chef de GPC peut avoir un petit privilège sur l'accès à la terre.

Nous n'avons pu nous entretenir avec aucun assistant technique, ceux-ci se trouvant à Bobo ou dans des villages plus dynamiques. Il n'existe pas non plus de structure de microfinance. Nous n'avons donc pu interroger que le conseiller du village et l'association des femmes. Selon ces acteurs locaux, la production cotonnière a permis au village de prospérer historiquement mais, désormais, avec un manque d'équipement et de GPC fonctionnels, cela devient problématique. Le coton n'a rien à voir, selon eux, avec l'évolution des normes sociales et des traditions. Le groupe d'entraide des femmes aide aux travaux agricoles mais pense que les celles-ci ne peuvent avoir leur propre champ de coton, compte tenu de la dureté de l'ensemble des travaux agricoles. Elles seules ont accès au crédit (FARF), qui leur finance certaines activités (moulin). Les GPC les ont souvent aidées dans la gestion des activités rémunératrices de revenu. Pour le conseiller, le changement institutionnel a été largement bénéfique, grâce à la responsabilisation des producteurs. Ils ont été, selon lui, bien préparés et sensibilisés pour ce changement, avec un travail en amont de la Sofitex. Plusieurs problèmes clés ont été identifiés : la gestion du prix des intrants et du coton graine, le fonctionnement et la transparence de gestion des GPC, charge de travail des femmes... L'expansion cotonnière a longtemps été jugée bénéfique pour le village, mais pas actuellement, surtout si on considère l'accumulation des dettes et les retards de paiement, ainsi que les effets négatifs sur la sécurité alimentaire. Enfin, le conseiller note l'impact négatif sur l'environnement malgré l'apport indéniable en termes de développement régional. Lui-même a arrêté de produire de coton, après avoir subi des pertes financières importantes. Selon lui, cela profite surtout à la Sofitex, mais ne menace en rien les instances dirigeantes locales ou les activités sociales. Les femmes se posent la question de savoir à qui le coton profite vraiment, mais cela contraint leurs activités quand elles doivent participer aux travaux agricoles, notamment pendant les récoltes. Elles soutiennent l'idée qu'un « coton profitable » améliore la gouvernance locale mais que les dysfonctionnements de GPC s'accompagnent de troubles sociaux (ainsi que les retards de paiement). Enfin, elles ne pensent pas que cela ait un impact sur les normes sociales ou la politique locale directement, ni sur l'administration. Le conseiller pense que le coton joue grandement sur la gouvernance et le fonctionnement traditionnel du village, notamment à travers les contributions sociales. En revanche, il ne voit pas d'effet sur les normes.

Au niveau des producteurs, voici les principaux indicateurs quantitatifs témoignant des spécificités locales de Kouentou :

- Participation aux organisations villageoises : GPC (100%), Communauté religieuse (83%), Caisse mutuelle/populaire (25%), Association villageoise (17%), Association scolaire (8%),  **dans la moyenne avec forte participation religieuse**
- Matériel agricole : Nombre de charrues en 2008 .5 en moyenne (ET .52) ; nombre de charrues en 2004 .5 en moyenne (.52) : **taux équipement deux fois moins important que la moyenne**
- Crédit et achats intrants : **légèrement inférieur en intrants coton, très inférieur pour les céréales mais au-dessus pour les achats (compensation ?)**

	Intrants coton			Intrants céréales		
	2009	2008	2007	2009	2008	2007
Crédit	206,2 (106,5)	181,1 (112,1)	283,1 (245,1)	17,0 (22,0)	19,0 (24,7)	3,6 (9,9)
Achat	0*	12,4 (25,9)	10,8 (16,8)	2,4* (8,3)	18,2 (24,8)	16,8 (34,2)

\*Les achats seront effectués au cours de la saison agricole (pas de dépenses amorcées au moment de la collecte des données)

- Evolution des surfaces : accroissement (33%), réduction (25%), inchangé pour le reste : **dynamique moyenne**
- Facteurs positifs (coefficient 3 pour le choix 1, 2 pour le choix 2, et 1 pour le choix 3): accès aux intrants (score de 5), accès au crédit (40), arrières effets (10), revenu garanti (20), terre excédentaire (30) : **stratégie plus extensive, accès au crédit limitant**
- Facteurs négatifs (même calcul) : prix intrants et retards de paiement (45), délai de paiement campagne précédente (20), retard distribution intrants (15), prix des autres cultures (7)
- Evolution lors des années précédentes : en 2008 17% d'augmentation pour 42% de réduction des surfaces (-0.4 Ha en moyenne), et en 2007 l'inverse de 2008, moins marqué en amplitude qu'en 2009 (+0.4 Ha en 2009 ; +0.2 Ha en moyenne en 2007) par rapport aux campagnes précédentes (année t/t-1) ! **tendances plus marquées mais même mouvement que la tendance moyenne**
- Facteurs positifs : ce sont plutôt les prix et les délais qui ont joué (40), accès au crédit et aux intrants restant importants pour ces campagnes précédentes, **comme pour les autres villages**
- Facteurs négatifs : On retrouve les mêmes facteurs prépondérants. Il faut noter aussi l'importance de **l'endettement, et de certaines tensions dans le GPC**
- Rendements coton 2008 : 878.48 Kg/Ha : **10% en dessous de la moyenne**
- Caution solidaire : 42% n'ont pas de difficultés avec le principe et son application, **en dessous de la moyenne, plus de pression sur le capital social**
- Appui technique : dernier appui reçu il y a 8 mois en moyenne pour ceux qui en ont reçu l'année dernière (1/3 de l'échantillon), 1/2 n'en a jamais reçu (au moins individuellement), et 1/6 en a reçu il y a 2 voire 3 ans, **moins d'appui que la moyenne**
- Amélioration du système : 75% des producteurs voient une détérioration de la situation. Les points critiques sont : le consensus sur les prix (score de 155), le système de distribution des intrants (60), le monopole de la Sofitex (55) et la caution solidaire (40). **La question des retards de paiement est moins pertinente, celle de l'assistance technique plus, le reste est fidèle à la tendance moyenne**
- Normes : 83% pensent que les normes traditionnelles ou commerciales ont changé depuis la réforme, et 83% y voient l'influence de la réforme (et notamment de l'instauration des GPC). 67% trouvent que les relations entre producteurs sont bonnes, alors que 67% voient la complémentarité entre GPC et autres associations communautaires. Tous les producteurs pensent que les minorités (petits producteurs, groupes ethniques ou religieux...) ont de la difficulté à obtenir des intrants. **Ils se sentent tous avoir une difficulté d'accès au crédit de par les endettements et l'isolement du village, donc faisant tous parti de cette minorité !**

## 2.d. Village de Baré, département de Bobo, Bobo Sud-Est

Baré est un grand village, très développé au niveau de son agriculture et de son commerce, et connecté avec la métropole Bobolaise, à l'instar du village de Kouentou. Les dynamiques économiques et sociales doivent être soulignées avec la présence de 14 GPC, répartis sur deux quartiers de ce grand village (dont 8 dans le village même et 6 en hameaux de culture), dont le centre est occupé par une grande place de marché et qui est coupé en deux par la piste qui

mène à Sidéradougou. Les GPC sont performants, mais de façon hétéroclite, et les dynamiques sociales sont caractérisées par la présence d'un nombre élevé d'associations (jeunes, femmes, forgerons, coutume, religion, sésame, éleveurs de porc, banque de céréale) et de chefs de terre. Il y a aussi des chefs traditionnels, en attestent ces cérémonies rituelles auxquelles nous avons assisté les jours de notre passage. Cependant (sans que ce soit surprenant pour autant), ces apparences positives cachent un mal être plus profond. Le village est profondément divisé et les gens ne s'entendent pas, il y a même deux chefs de village, un de chaque côté de la route. Cette profonde division est une spécificité locale indéniable.

Nous nous sommes entretenus avec les responsables de 3 GPC, dont 2 sont le résultat d'une scission souhaitée par la Sofitex car le GPC de départ était trop grand. Le GPC Sankouna a été créé en 1996 et regroupe 28 membres. Le GPC Nahouéna a été divisé en deux et regroupe aujourd'hui 29 membres, le Kopéna issu de la scission, a été créé en 2006, et regroupe lui aussi 29 membres. Chaque GPC dispose d'un large bureau de 8 membres. Le choix s'est fait par affinités et entente, il y a des producteurs mélangés de différentes familles ou groupes sociaux. Les règles internes impliquent un bureau renouvelable tous les 5 ans par vote, souvent sur proposition. Tout le monde doit participer au chargement pour l'évacuation du coton, et le crédit est géré par groupe de 3 garants. Il y a des réunions pour planifier la production et les commandes d'intrants, ainsi que des comptes-rendus pour les réunions à l'extérieur. Dans Sankouna, il y a eu 9 départs de membres, une année à forts impayés. Ces derniers se sont désolidarisés des dettes des autres membres, et ils ont été remplacés par d'autres membres, choisis scrupuleusement. Les relations se sont améliorées dans les 3 GPC, suite à une bonne communication entre les membres et le bureau, la prise de confiance et le meilleur fonctionnement de la caution solidaire (avec notamment le mécanisme de sous-garants). Ce mécanisme de trois sous-garants est la meilleure solution pour la gestion du problème des impayés internes, et les deux sous-garants peuvent récupérer leurs créances plus tard. Si le problème n'est pas résolu à 3, c'est le GPC qui s'en charge. Si le problème persiste dans le temps, le sous-groupe de 3 peut être exclu. En outre, le bureau vérifie les commandes d'intrants, et peut rationner en cas de risque perçu d'endettement trop élevé. Il tourne aussi dans les champs, au semis puis à l'entretien et aux traitements. Il existe un comité de contrôle spécialisé chez Sankouna qui mesure les superficies en coton au semis. Même si l'UD contrôle la gestion des GPC, il n'y a pas de pression externe particulière, ainsi pareillement de la part de l'ATC. La gestion en amont des GPC est bonne, malgré les maigres trésoreries. Selon Sankouna, il peut y avoir des sanctions externes de la communauté villageoise en fonction du niveau de responsabilité de chacun.

Au niveau des normes, le rôle des femmes est important à Barré. Elles exercent une pression sur leurs maris pour diminuer, voire arrêter la production de coton. Elles sont inquiètes du temps que met l'argent pour rentrer après les dépenses. Cependant, le conseil des femmes préconise de soulager les travaux agricoles, et continuer un peu de coton pour accéder aux engrais céréales. Avant, le groupement des femmes faisait du coton dans le GV, mais aujourd'hui, elles « n'osent pas » venir conseiller les GPC. Pourtant, les responsables de GPC sont convaincus que les femmes pourraient contribuer à la résolution des problèmes dans les GPC. Les relations du GPC avec les autres acteurs sont en pleine mutation. Il y a eu des détériorations récentes concernant l'approvisionnement des intrants et la fixation des prix avec la Sofitex, ainsi que pour les retards de paiement. En revanche, l'encadrement technique est meilleur et plus rapproché. Le passage aux GPC s'est accompagné à Barré d'une fragmentation du capital social, à cause des moindres contributions des GPC aux activités villageoises. En revanche, l'union n'est pas d'une grande aide, à part pour les intrants céréales (« elle nous oublie la plupart du temps ») et les conseillers qui aident à la gestion de

groupement. Enfin, la commission de litige peut être utile dans quelques cas. Les visites de l'ATC sont fréquentes à Barré (toutes les semaines au semis, et fréquemment jusqu'à la récolte pour les épandages et les traitements) : préparation du sol, engrais, pesticides, attelage. Le conseiller de l'union vient deux fois par mois. Les besoins techniques les plus importants font état de manque de connaissances et de crédit sur l'alimentation des animaux de traits, les capacités de stockage pour les intrants, un meilleur soutien de gestion des GPC surtout pour les nouveaux membres, et un soutien à l'équipement agricole.

Les relations avec le monde paysan sont plutôt bonnes. Les GPC contribuent au financement de l'UNPCB, via les ristournes, mais ne reçoivent pas forcément un service correspondant en retour. L'union avait promis de faire construire le nouveau siège départemental, mais il n'y a toujours rien au jour d'aujourd'hui. Le recensement des impayés n'a pas abouti à leur épongeage ! Il y a des réunions, mais juste pour être informé, et pas pour participer au processus décisionnel. L'UNPCB met les producteurs devant le fait accompli. Ça reste proche avec l'UD ou l'UP. Il n'y a pas connaissance de l'action d'autre syndicat comme la FENOP, ou la CP. Les responsables locaux pensent que leurs leaders ont la capacité de négocier de meilleurs prix car cela avantage trop l'Etat ou la Sofitex. On pourrait mieux subventionner les intrants, et œuvrer à l'amélioration de la formation technique. Entre GPC, les relations sont bonnes, ainsi qu'avec les autres associations. Les GPC cotisent pour le village, mais cela s'applique à tous les producteurs agricoles. Dans les GV, il y avait plus de contributions sociales. Cela ne crée pas de problèmes pour autant car les GPC demeurent une force importante au niveau local. Il existait un GPC qui ne s'occupait que des contributions sociales, mais cela n'a pu bien fonctionner dans le temps, car les 2 quartiers du village ne s'entendent pas. La logique économique du GPC n'entre pas en conflit avec la solidarité villageoise, au contraire elle y participe. Cependant, les éleveurs bénéficient de plus de solidarité. De plus, les GPC ne s'entendent pas entre eux pour communiquer avec l'UD, à cause de la division villageoise. Il y a même certains GPC de l'autre quartier qui n'ont pas participé à l'enquête, à cause de la présence des GPC interrogés. Restaurer le dialogue permettrait d'augmenter le niveau de capital social. Les membres de certains quartiers se font refuser l'entrée dans les GPC de l'autre quartier. Les normes ne jouent pas sur le fonctionnement et la formation des GPC, même si ça a pu arriver à la création des GPC, ce n'est plus le cas. Les responsables estiment n'avoir aucun privilège par rapport aux autres membres des GPC. Ils ont aussi insisté sur le problème de l'illettrisme, qui joue sur la confiance de groupe. Il y a encore des refus alors qu'il y a des programmes financés par l'union. Il y a aussi le manque de protection sanitaire pour les traitements phytosanitaires, et les fortes doses imposées par la Sofitex. Il y a enfin le problème du chargement. Comme certains produisent plus que d'autres, les petits producteurs trouvent injustes que les travaux collectifs ne soient pas proportionnels. Le chargement devrait, pour eux, être fait par la Sofitex, quitte à les rémunérer.

Pour les autres acteurs locaux du coton, nous avons réussi à nous entretenir avec l'ATC du secteur (à Tendogosso) bien que nous n'ayons pu obtenir l'autorisation formelle de la Sofitex, après bien des démarches. Nous avons également rencontré plusieurs responsables de l'UD et de l'UP. L'ATC a cherché à nous spécifier d'entrée les spécificités locales cotonnières de Barré. Un problème spécifique est la revente des intrants, souvent pour régler des problèmes de pauvreté, ainsi la Sofitex est obligée de retarder la mise en place souvent, alors que ça devrait simplement être stocké dans le magasin. L'ATC pense que le système de contrôle interne de certains GPC est défaillant, surtout quand il s'agit d'affaires de famille. Dans le village il y a un seul GPC en impayé externe. Les nouveaux producteurs doivent être avalisés par de plus anciens, pour le crédit. Il n'y a pas de problèmes de suivi pour les intrants,

car les agents tournent dans les champs. Par contre, les GPC n'ont plus accès au crédit moyen-terme et soudure, qui ont été auparavant utilisés à d'autres fins. Il n'y a plus de crédit nature (CNCA). Le vrai problème du crédit, c'est l'équipement, et il manque des fonds pour financer ces programmes, ce qui est lié à un problème de confiance. Malgré des problèmes d'informations, il y a une amélioration et des ATC donnent parfois leur accord à des GPC pour des dossiers équipement. Les principales initiatives des agents sont de restreindre au maximum la revente d'intrants car tout le reste en dépend. Il faut laisser la liberté d'association aux GPC même si on crée des GPC plus pauvres et plus risqués (mais il faut réguler par rapport à des GPC non fonctionnels comme à Kouentou). Les normes sociales empêchent les comportements de délation au village ou d'exclusion du GPC. Certaines fois, on peut faire appel à l'union ou à d'autres membres externes dans des cas spécifiques, comme pour celui d'empêcher l'acceptation de membres à risque. La caution solidaire est la seule fonctionnelle dans le cas du GPC, car la responsabilité individuelle entraînerait un trop grand risque, non soutenu par les partenaires financiers. Ensuite, le GPC peut sous-traiter un crédit à un individu avec une garantie. Suite aux problèmes récents, la Sofitex a repris le crédit céréales et l'UNPCB mène des initiatives pour augmenter le crédit intrants qui est insuffisant. En effet, la Sofitex accorde un montant de crédit total par rapport à la quotité cessible, calculée par rapport aux revenus espérés du coton. Selon l'ATC, la création d'une filière céréale indépendante de la filière coton sera compliquée, à cause du marché des céréales et des comportements opportunistes. L'UNPCB essaie de développer des contrats avec les transformateurs de céréales, mais il y a encore un problème de mentalités pour entrer dans une logique dynamique de filière. Pour l'ATC, le lien entre paiement du coton graine et recouvrement du crédit est primordial, car il permet de couvrir les GPC les moins fonctionnels auprès de la BACB.

Au niveau technique, les principales difficultés sont liées aux mauvaises herbes, au désherbage et aux traitements phytosanitaires. Les formations et conseils sont souvent appliqués mais il faut souvent insister auprès de ceux qui emblaient plus que leur capacité à produire (main d'œuvre disponible et équipement). Il y a aussi une formation de prévue pour le coton OGM et le coton biologique (personne n'a reçu encore les semences OGM). Mais seule celle de l'OGM est du ressort de l'ATC, qui y voit la possibilité de diminuer les risques sanitaires du producteur. Pour le biologique, les efforts demandés pour l'entretien des fosses fumières et l'application de la matière organique sont souvent décourageants. A Barré, l'ATC est considéré comme un des leurs, mais il faut être psychologue même s'il n'y a pas de pressions internes. En effet, les villages près des grandes villes sont souvent les plus durs à gérer. A Barré, il faut tenir compte des réalités locales et ne pas réunir les deux quartiers. Sinon, il n'y a pas de normes ou de pratiques politiques particulières qui contraignent les choix techniques. Le rapport de l'ATC avec les GPC est un rapport de confiance sans contestations et l'ATC arrive le plus souvent à convaincre les producteurs. Le niveau de gestion des GPC s'améliore en moyenne et les ATC ciblent les groupes les plus difficiles. Il manque cependant de moyens en conseil.

Au niveau de l'union, les responsables pensent que le passage aux GPC a été bénéfique à cause du désordre général qui prévalait dans les GV, le nettoyage a été fait, ainsi que la prise de responsabilités. Ainsi, la gestion du crédit est mieux maîtrisée puisqu'on tient compte des normes techniques. L'encadrement technique est jugé plus rapproché mais les compétences des ATC sont moindres que celui des encadreurs. Le président de l'UP, lui, pense que le suivi est meilleur avec les ATC, même si cela ne concerne que le coton. Par contre, il reconnaît un problème d'efficacité pour les ATC qui n'arrivent pas à toucher tous les producteurs, ou qui ne visitent pas les champs. Les gens n'étaient pas préparés au passage aux GPC, cela a surpris

beaucoup de monde. Les impayés des GV étaient tellement énormes que le passage aux GPC nous a motivés, car il y avait épongeage par l'Etat. Le passage a été positif sur la dynamique de production à Barré et le remboursement du crédit. L'appropriation du suivi crédit par les conseillers GPC et l'union a permis d'améliorer la gestion et de limiter les abus, ainsi que de rendre plus transparente l'information sur les dettes (vérification des bordereaux). Ainsi aujourd'hui, les producteurs seraient nettement mieux préparés au changement institutionnel. Cela est aussi dû aux conciliations entre producteurs et la Sofitex, via le médiateur qu'est l'union. Les actions principales à mener sont l'alphabétisation et l'éducation locale. Il faudrait aussi recréer un GPC mère dans le village démocratique, pour pouvoir rapprocher les 2 quartiers vers une entente commune. La gouvernance démocratique des GPC est une condition sine qua non selon l'union pour leur bon fonctionnement. La gestion est encore loin d'être transparente, selon le président d'UP. Il faut davantage sensibiliser sur la caution solidaire. Le rôle des conseillers de gestion est donc primordial. Le crédit alimentation bétail est vital ! Pour le président de l'UP, les gens de Barré sont des « rebelles », qui boycottent les réunions de l'UD et cela est lié à leur division et un problème de chefferie. Chaque partie du village se proclame être autochtones du village.

Nous avons enfin des acteurs locaux importants : le conseil villageois (autorité administrative), les responsables de la banque de céréales, et l'association des sésamiculteurs. Selon ces acteurs, la production cotonnière a largement profité à l'économie villageoise et a permis d'enrichir aussi la vie sociale (complémentaire), malgré la détérioration du capital social à Baré. En revanche, l'incertitude et la mésentente provenant du coton ont conduit des producteurs à adopter le sésame, concurrentiel du coton, dans lequel il voit une alternative viable en termes de culture de rente. Cela permet une plus grande marge économique et des profits plus rapides pour financer la scolarisation des enfants. Le passage aux GPC a permis aux producteurs d'être mieux organisés et de dégager plus de profits individuels, cela a aussi permis un meilleur accès aux intrants (plus chers cependant). C'est l'effet des dettes qui a motivé les gens, « les anciens ne savaient pas gérer ». L'adhésion au changement a été permise par la confiance avec la Sofitex et certains leaders paysans. Les anciens des GV, ont pour certains, pris des postes dans les GPC. Toujours est-il que les producteurs seraient mieux préparés au changement, grâce à l'établissement de leurs unions aujourd'hui, qu'à l'époque où le changement a été effectué. Les sésamiculteurs estiment que les coton-culteurs ont été bien formés pour le passage aux GPC, même si il y a eu de l'incompréhension au départ sur les principes fondamentaux du GPC. Les solutions les plus appropriées à Barré par rapport aux problèmes du coton sont la subvention aux intrants, la diversification des cultures, la banque de céréales, une retenue d'eau pour l'élevage et les activités de contre saison, concilier les 2 quartiers du village, développer le sésame, l'alphabétisation, le karité... Les effets de l'expansion cotonnière sont controversés pour ces acteurs : négatif sur la sécurité alimentaire (mais positif pour les céréales selon les responsables de la banque céréalière), mais positif en général sur le bien être, négatif sur la santé des producteurs. Pour la banque, l'argent du coton permet à la banque de céréales d'avoir des clients, et de faire augmenter les prix par la demande locale. Le retour à une Sofitex parapublique est, pour les responsables locaux, la preuve que le coton lui est fortement rentable (et donc à l'Etat), aux détriments des producteurs. « On ne sait pas pourquoi l'union nous cache sa part de profit ». Mais la production cotonnière ne menace pas pour autant les activités sociales ou les instances dirigeantes du village. Comme on a besoin des GPC pour contribuer aux activités (et surtout aux infrastructures collectives), ceux-ci influent sur les normes à Barré. Ils ont notamment aidé les groupes d'entraide et permis d'augmenter le capital social. En revanche, il n'y a pas d'impact sur la gouvernance locale et le fonctionnement traditionnel au village.

Voici les indicateurs pour les producteurs individuels :

- Participation aux organisations villageoises : GPC (100%), Communauté religieuse (75%), Caisse mutuelle/populaire (17%), Association villageoise (33%), Association scolaire (17%), **participations supérieures dans tous les domaines**
- Matériel agricole : Nombre de charrues en 2008 1.08 en moyenne (ET .3) ; nombre de charrues en 2004 1.09 en moyenne (.3), **dans la moyenne mais variance faible**
- Crédit et achats intrants : **dans la moyenne mais plus d'achats et plus d'intrants céréales (grâce à la banque de céréales ?)**

	Intrants coton			Intrants céréales		
	2009	2008	2007	2009	2008	2007
Crédit	243,3 (131,3)	217,5 (92,3)	256,0 (78,1)	73,5 (67,9)	93,8 (60,9)	77,5 (65,4)
Achat	0*	17,9 (19,1)	11,8 (16,0)	0*	34,8 (50,8)	30,0 (37,9)

\*Les achats seront effectués au cours de la saison agricole (pas de dépenses amorcées au moment de la collecte des données)

- Evolution des surfaces : accroissement (25%), réduction (33%), inchangé pour le reste. **Inférieur à la moyenne, et en baisse pour cette année**
- Facteurs positifs (coefficient 3 pour le choix 1, 2 pour le choix 2, et 1 pour le choix 3): accès aux intrants (score de 35), accès au crédit (0), arrières effets (30), revenu garanti (20), terre excédentaire (5) : **dans la moyenne sauf pour l'accès au crédit (jamais cité= autres sources de crédit plus aisées à Barré ?)**
- Facteurs négatifs (même calcul) : prix intrants et retards de paiement (45), délai de paiement campagne précédente (35), retard distribution intrants (20) : **délais de paiement et retard distribution intrants ont plus d'ampleur à Barré**
- Evolution lors des années précédentes : en 2008 17% d'augmentation pour 50% de réduction des surfaces (-0,3 Ha), et en 2007 mieux qu'en 2009 (inchangé en 2009, +0.1 Ha en 2007) par rapport aux campagnes précédentes (année t/t-1) !
- Facteurs positifs : ce sont plutôt les prix et les délais qui ont joué (22), l'accès aux intrants restant important pour les campagnes précédentes, le crédit n'apparaissant toujours pas
- Facteurs négatifs : On retrouve les mêmes facteurs prépondérants plus spécifiques à Barré, notamment pour les retards de distribution
- Rendements coton 2008 : 843.48 Kg/Ha, **15% inférieur à la moyenne**
- Caution solidaire : 67% n'ont pas de difficultés avec le principe et son application
- Appui technique : dernier appui reçu il y a 9 mois en moyenne pour ceux qui en ont reçu l'année dernière (1/3 de l'échantillon), 1/3 n'en a jamais reçu (au moins individuellement), et 1/3 en a reçu entre 2 et 5 ans auparavant, **dans la moyenne**
- Amélioration du système : 50% des producteurs voient une détérioration de la situation. Les points critiques sont : le consensus sur les prix (score de 135 !), le système de distribution des intrants (90), le monopole de la Sofitex (75) et la caution solidaire dans une moindre mesure. Pas de réponses « autres » : **les habitants de Baré sont focalisés sur les questions des prix et de l'accès aux intrants.**
- Normes : 75% pensent que les normes traditionnelles ou commerciales ont changé depuis la réforme, et 75% y voient l'influence de la réforme (et notamment de l'instauration des GPC). 92% trouvent que les relations entre producteurs sont bonnes, dans leur GPC alors que 50% seulement voient la complémentarité entre GPC et autres associations communautaires. 92% trouvent que les minorités n'ont pas assez accès aux intrants, **cela dénote leur inquiétude généralisée sur la question des**

**intrants. Alors que les indicateurs de capital social interne aux GPC sont au-dessus de la moyenne, ceux concernant l'interaction GPC-tissu social villageois sont nettement en-dessous de la moyenne, en accord avec les spécificités locales.**

## **2.e. Village de Noumoudara, département de Péni, province de la Comoé**

Noumoudara est un village historique, et le premier à avoir été connecté à des infrastructures électriques. Le niveau de vie est largement supérieur aux villages alentours, et un des seuls où la culture du coton est présente dans le département de Péni, au sud-Ouest de Bobo, sur l'axe Bobo-Banfora. Une des caractéristiques locales est la faible dynamique économique et sociale, due aux nombreux migrants saisonniers vers la Côte d'Ivoire. Ainsi, les exploitations familiales sont plutôt petites, et les GPC composés de nombreux absents. Il y a peu d'associations, et une vie sociale resserrée autour du conseil villageois, des femmes, et des éleveurs de porc. Le village est situé en haut des falaises, ce qui a pour conséquence des sols à potentiel agronomique plutôt limité. Historiquement, le coton a toujours été un vecteur de développement local important, mais dès qu'il est devenu moins rentable, s'est accompagné d'exode massif vers la Côte d'Ivoire. Les producteurs sont liés à leur union départementale et cherche des solutions concrètes avec leur ATC, notamment sur le point technique. Mais il n'y a pas de retour de l'UNPCB pour faire suite aux demandes de meilleur encadrement des GPC locaux. Comment la dynamique particulière de Noumoudara joue-t-elle sur la dynamique cotonnière et sociale du village ?

Les 3 GPC visités sont ainsi de taille moyenne, voire petite. Fasodjigui compte 22 membres (bureau de 10) alors qu'il en comptait 37 il y a quelques années ; Bambayéréyé en compte 26 (bureau de 6) ; Flago en compte 22 (bureau de 6), il y en avait le double il y a 3 ans. Les départs de membres ont été liés à la baisse de la rentabilité de la production, ainsi qu'aux endettements. Les 3 GPC se sont formés sur la base de la parenté et de la confiance. Les nouveaux membres doivent se présenter avec un garant. Un membre en impayé successivement 2 fois se fait expulsé chez Bambayéréyé. Dans Flago, il y a aussi des peuls qui étaient « leurs étrangers », mais « depuis longtemps, on est ensemble, on les a accepté ». Le bureau est établi par vote sur volontariat, puis proposition, renouvelable tous les 2/3 ans. Dans Flago cependant, c'est le même président qui est là depuis le début, plébiscité par vote. Le niveau d'entente est bon dans les GPC, grâce au système de sous-garant (témoins) et avec un bon président capable d'informer les moins alphabétisés. « Sinon, on voit dans la famille, puis dans le groupement. » Le système de témoin a été choisi pour créer le moins de dérangement au sein du GPC. Dans Fasodjigui, on note que l'accumulation d'impayés à néanmoins détérioré les relations d'entente. En revanche, les relations sont très bonnes dans Bambayéréyé, grâce à la gestion transparente faite par le bureau et son président. Le principe de caution solidaire ne pose pas de problèmes, surtout quand les principes sont bien compris et avec un bon niveau d'entente. Les membres récalcitrants font l'objet de sensibilisation. Pour s'assurer du comportement honnête de tout un chacun, il existe divers mécanismes de contrôle informels internes, à savoir : un comité de contrôle constitué de 2 personnes de suivi des activités de production effectué par les témoins ou le commissaire au compte. Il n'existe pas de pression externe, seulement du conseil de l'union et des effets de réputation, ainsi que la considération de la population villageoise.

Le rôle des femmes est important car c'est un soutien et une aide permanent aux travaux agricoles. Elles permettent plus facilement de résoudre les problèmes, « même si leurs conseils sont parfois peu efficaces ». Il faut savoir que leur rôle passe par le couple. Elles encouragent à la production quand c'est rentable, et découragent en cas d'impayés, mais

minoritairement cependant comparé aux hommes. Au niveau des relations externes, les GPC pensent que leur meilleure organisation (et la responsabilité des producteurs) a permis une amélioration des relations avec les autres acteurs de la filière, notamment la Sofitex. Néanmoins, ces relations commencent à se détériorer, du fait des prix forts des intrants, des retards de paiement. L'ATC ne vient plus au village depuis 2007 ! Il y a eu un différend sur une histoire de pont bascule, alors que celui-ci était très régulier dans les champs. Il y a eu cependant une formation de l'UD en gestion de GPC et de l'alphabétisation, ainsi qu'une formation technique du PNGT sur le compost. Bambayéréyé bénéficie toujours des conseils de l'ATC, et ce, de façon régulière. Les besoins actuels sont multiples en termes de services agricoles : conseil familial à l'exploitation, équipement et compost, capacités de stockage, crédit intrants céréales (via microfinance ?).

Au niveau de l'union, les unions sont bonnes avec les structures départementales, mais cela reste très distant avec la province ou l'UNPCB. Les GPC connaissent l'existence d'autres syndicats, sans qu'il y ait pour autant des relations établies. L'UD incite à ne pas les écouter car ils sont « trompeurs ». Pourtant, les leaders paysans pourraient aider à lutter sur la question des prix, le soutien technique, l'équipement. Il y a des avis divergents chez Bambayéré et Flago, qui parlent d'un manque de respect entre l'UD et le GPC, ainsi qu'un manque de soutien et de dialogue. La ristourne qui finance l'UD n'est pas correctement utilisée pour le conseil au GPC, et ces derniers ne sont plus consultés avant toute négociation avec la Sofitex. « Tout se fait dans le dos des GPC ! » Il faudrait que les syndicats agricoles et l'UNPCB s'entendent sur une marche d'action à suivre pour la défense des intérêts des producteurs. A l'UNPCB, ils ont un problème de gestion interne, et un problème d'entente et éventuellement de leadership. Les GPC assurent des contributions au village, il y a des collaborations entre les différentes structures (cotisations sociales, PNGT..) mais les relations sont plutôt indirectes. La solidarité sociale et la logique économique des GPC sont perçues en synergie, notamment grâce à une meilleure entente au sein même des GPC. Il n'existe pas non plus d'éléments perturbateurs locaux au fonctionnement et à la gestion des GPC, ni d'effet de norme, ni d'impact sur la gouvernance. Les bureaux de GPC pensent que leur responsabilité n'a pas d'influence sur l'accès aux moyens de production, ainsi qu'aux responsabilités politiques locales, cela dépend de l'individu en premier lieu !

Nous nous sommes également entretenus avec l'union départementale et le conseil villageois pour connaître les particularités de Noumoudara, et la place du coton dans la dynamique socio-économique locale. L'UD locale pense qu'elle arrive à résoudre les problèmes avec la Sofitex (litiges sur le crédit, l'encadrement, le paiement...) avec un pouvoir de contrôle (pont bascule) et de conviction sur les producteurs. En revanche, elle estime ne pas recevoir beaucoup d'informations en amont (coûts de la Sofitex, et cours mondiaux du coton). Il n'y a qu'un seul conseiller pour 85 GPC dans le département de Péni, ce qui ne permet pas d'améliorer la situation des GPC rapidement, malgré des effets positifs. Il s'agit souvent de résoudre des problèmes internes aux GPC, et d'éviter la revente des intrants amenant aux impayés. La transparence dans la gestion interne s'est néanmoins nettement accrue, d'où une appréciation très positive du passage des GV aux GPC. Malgré un début difficile, l'action de l'union est devenue de plus en plus efficace. Ce changement institutionnel n'a pas pris de temps, il y a eu très peu de résistance des anciens GV. L'encadrement est devenu meilleur et plus rapproché pour l'union, avec l'apport supplémentaire et « fondamental » du conseil gestion prodigué par l'union. Le manque de moyens de l'union est un facteur limitant rédhibitoire. Pour l'union, les producteurs ne sont pas nécessairement mieux préparés pour le changement même si leurs GPC sont souvent fonctionnels. La formation en gestion et administration doit être renforcée (les trésoriers

doivent être de vrais comptables), la communication (les prix), et puis il faut penser à mieux valoriser le textile local, ainsi que les autres techniques : OGM et coton biologique (formation nécessaire !).

Dans le village, la production de coton était sur une bonne dynamique jusqu'en 2006, selon le conseil de développement local. La baisse de sa rentabilité a découragé beaucoup de producteurs et déstabilisé l'équilibre des GPC. Mais ces derniers ont amené une meilleure entente dans le village, et des effets positifs sur les activités sociales. Les GPC ont facilité l'accès aux intrants, mais c'est devenu plus difficile pour les céréales et l'équipement. Les villageois ont été formés pour le changement institutionnel et notamment sensibilisés sur la caution solidaire, ils pensent qu'ils sont mieux préparés. Ils pensent qu'ils devraient pouvoir dynamiser l'économie locale par les activités de contresaison (maraîchage, maïs, élevage sur embouche). Pour le conseil, c'est la principale voie de développement. L'expansion cotonnière est jugée bénéfique sur les conditions de vie de la population, les activités sociales, mais aujourd'hui, les producteurs ne profitent pas vraiment de leur production. Cela rapporterait plus à la Sofitex et au gouvernement : « les chefs viennent avec de grosses voitures ». En revanche, le coton ne joue pas sur la gouvernance locale (faiblement positif) ni sur les activités du conseil. Il n'y a pas eu d'impact sur les normes locales. Le conseil a, enfin, insisté sur le manque d'informations disponibles à la base et la polarisation de la filière au sommet, ils se sentent isolés.

Au niveau des indicateurs mesurés chez les producteurs individuels, on obtient :

- Participation aux organisations villageoises : GPC (100%), Communauté religieuse (33%), Caisse mutuelle/populaire (17%), Association villageoise (25%), Ton (17%), et GIE (17%) : **Participation plus diversifiée au niveau économique (ton et GIE) et moins religieuse**
- Matériel agricole : Nombre de charrues en 2008 1.08 en moyenne (ET .5) ; nombre de charrues en 2004 1 en moyenne (.43) : **dans la moyenne**
- Crédit et achats intrants : **bien en-dessous de la moyenne, exploitations plus petites**

	Intrants coton			Intrants céréales		
	2009	2008	2007	2009	2008	2007
Crédit	137,2 (41,6)	122,4 (68,0)	116,5 (88,5)	18,4 (21,1)	23,1 (21,1)	25,3 (23,8)
Achat	0*	0	0	2,3* (7,2)	9,4 (8,0)	5,0 (5,5)

\*Les achats seront effectués au cours de la saison agricole (pas de dépenses amorcées au moment de la collecte des données)

- Evolution des surfaces : accroissement (25%), réduction (25%), inchangé pour le reste. **En-dessous de la moyenne pour le nombre d'exploitants**
- Facteurs positifs (coefficient 3 pour le choix 1, 2 pour le choix 2, et 1 pour le choix 3): accès aux intrants (score de 20), accès au crédit (10), revenu garanti (15), prix plus élevé du coton (5 chacun) : **facteurs positifs moins marqués mais presque dans le même ordre, question du crédit un peu moins importante**
- Facteurs négatifs (même calcul) : prix intrants et retards de paiement (45), délai de paiement campagne précédente (20), retard distribution intrants (5), prix des autres cultures (10) : **dans la moyenne**
- Evolution lors des années précédentes : en 2008 58% d'augmentation pour 33% de réduction des surfaces (+0.3 Ha en moyenne), et en 2007 à l'inverse 2009 (+0.1 Ha en 2009 ; -0.7 Ha en moyenne en 2007) par rapport aux campagnes précédentes (année t/t-

1) **Dynamique très différente de la moyenne : depuis 2007, accroissement léger et progressif. En revanche, en 2007 il y a eu une grosse chute de la production à l'inverse de la tendance générale, probablement due à la réouverture de la frontière ivoirienne (baisse de la main-d'œuvre disponible par exploitation)**

- Facteurs positifs : ce sont plutôt les prix et les délais qui ont joué, accès au crédit et aux intrants restant importants pour ces campagnes précédentes, **et une importance particulière pour la garantie de revenu**
- Facteurs négatifs : On retrouve les mêmes facteurs prépondérants. Il faut noter aussi l'importance de l'endettement.
- Rendements coton 2008 : 1055.33 Kg/Ha ; **6% au dessus de la moyenne**
- Caution solidaire : 75% n'ont pas de difficultés avec le principe et son application
- Appui technique : dernier appui reçu il y a 10 mois en moyenne pour ceux qui en ont reçu l'année dernière (40% de l'échantillon), 1/4 n'en a jamais reçu (au moins individuellement), et 1/3 en a reçu il y a 2 voire 3 ou 4 ans : **un peu mieux que la moyenne**
- Amélioration du système : 100% des producteurs voient une détérioration ! de la situation. Les points critiques sont : le consensus sur les prix (score de 140), le système de distribution des intrants (45), le monopole de la Sofitex (95) et la caution solidaire (45). **Pessimisme caractérisé, et notamment caractérisé contre les dirigeants et la Sofitex**
- Normes : 100% pensent que les normes traditionnelles ou commerciales ont changé depuis la réforme, et 100% y voient l'influence de la réforme (et notamment de l'instauration des GPC). 75% trouvent que les relations entre producteurs sont bonnes, dans leur GPC alors que 33% seulement voient la complémentarité entre GPC et autres associations communautaires. 42% des producteurs pensent que les minorités (petits producteurs, groupes ethniques ou religieux...) ont de la difficulté à obtenir des intrants. **Indicateurs au dessus de la moyenne, notant une évolution des normes économiques mais la différenciation économique, plus avancée, apparaît en conflit avec la dynamique sociale.**

### **3. Réalités locales villageoises et acteurs locaux : cas des nouveaux villages**

#### **3.a. Yamani**

Yamani est un village de la commune de Pa mais beaucoup plus excentré de la route, et très difficile d'accès, peuplé de groupes ethniques migrants pour la plupart (originaire d'Ouahigouya) qui se sont installés il y a 35 ans, et qui font face à des problèmes de sécurité foncière face à leurs propriétaires Bwabas qui viennent du village adjacent. Nous avons pu recenser trois GPC de petite à moyenne taille (entre 17 et 47 membres). L'accès difficile au village se retrouve dans le retard à l'évacuation notamment (qui a eu lieu trois mois après la vente), et qui génère une détérioration du coton graine des producteurs. De plus, l'évacuation s'est faite de façon discontinue avec des intervalles de passages très longs. Enfin, les producteurs déplorent le comportement de leur ATC, qui ne s'occuperait pas d'exu.

Les GPC se sont établis selon choix mutuel, l'ancien GPC s'étant divisé suite à des mésententes. Depuis, il y a eu moins de comportements opportunistes, certains nouveaux membres ont été intégrés, après avoir été testés pendant les premières années, mais personne

n'a changé d'un à l'autre. Il y a une certaine fermeté pour les impayés, chaque déficitaire doit tout faire pour rembourser. La caution solidaire, dans ce cas, revêt plus la forme d'une assurance, selon les membres. La confiance apparaît être un mécanisme suffisant, la connaissance mutuelle et la compréhension doivent suffire en dehors des règles. En revanche, les bénéfices des GPC ne sont plus suffisants pour les investissements sociaux au village, contrairement aux anciens GV. Les femmes ont aussi quitté les GPC, auparavant la production était meilleure et elles aidaient mieux à rembourser les impayés. Actuellement, elles ont plutôt tendance à inciter les hommes à abandonner le coton, elles continuent d'aider aux récoltes.

Les impayés ou difficultés de remboursement concernent 1/3 des producteurs à Yamani, la plupart en insécurité foncière (terres moins fertiles) et ceux qui maîtrisent mal les problèmes climatiques. Les bons producteurs courent aussi le risque de se faire reprendre leurs terres, et le maire n'intervient pas pour gérer ces problèmes. En cas de reprise de terres, les crédits se transforment en impayés pour les autres membres. En revanche, personne ne détournerait ou revendrait les intrants. En revanche, les impayés peuvent provenir de la solidarité villageoise et des obligations familiales. On aide en cas de maladies mais pas pour d'autres cas, sinon on oblige les impayés à revendre leur maïs. Les membres cherchent à comprendre les causes et arrivent à savoir la plupart du temps. Il n'a pas nécessairement besoin de plus de surveillance ou de contrôles (certains sont effectués par l'ATC), de l'argent manque car les ristournes sont capturées en amont par les unions locales et provinciales. Pour favoriser le remboursement, les GPC ne font plus de réquisition d'actifs, la honte et la réputation fonctionnent, la connaissance et la proximité entre les membres est souvent suffisante, sinon il y a parfois 2 personnes sous-cautionnaires en charge du remboursement, ou alors tous les membres sont mis à contribution (1 cas sur 2). Il y a parfois des disputes et tensions si l'impayé dure longtemps, ainsi qu'un effet de découragement sur les autres.

Au niveau des relations externes, il y a eu une détérioration avec l'union départementale (plus aucun lien), pas d'assistance, les GPC déplorent de se faire manger leurs ristournes, pareil pour l'assistance technique (paresse) qui ne s'occuperait que de l'administration. Les GPC souhaiteraient de l'aide sur la mise en place des engrais au bon moment (arrivée tardive et lointaine). L'UNPCB aurait aidé pour certains pesticides à Pa, mais c'est loin. La SOFITEX a-t-elle acheté l'union ? On déplore donc le manque d'honnêteté des leaders et leur intérêt à l'argent. En revanche, au niveau du village, il y a une bonne entente et d'entraide au travail, cotisations du GPC pour le village, sans impact sur la performance des GPC. Les politiciens feraient semblant de se préoccuper de la situation des coton-culteurs. Au niveau local aussi, on attend toujours que la route soit refaite depuis 5 ans.

### **3.b. Village de BANAKOROSSO**

Banakorosso est un petit village situé à environ 50 km de Bobo-Dioulasso, capitale cotonnière de la région de l'Ouest. Banakorosso est un village se situe au bord du cours d'eau sur lequel on est en train de construire le plus grand barrage hydro-électrique du pays, le barrage de Samandéni. De ce fait, le village de Banakorosso sera délocalisé sur un nouveau site situé à environ 5km de son emplacement actuel. Le problème de terres se pose avec acuité à deux niveaux : pour les autochtones la construction du barrage a occasionné le retrait d'une grande partie des terres, les nouvelles terres qui leur ont été données sont insuffisantes en superficies et de qualité moins bonnes. En ce qui concerne les étrangers, la cohabitation avec les autochtones est très souvent tumultueuse. Les terres sont prêtées aux étrangers et les autochtones se réservent le droit de les reprendre à leur gré. Cette situation crée une insécurité

permanente au sein des halogènes. Le village de Banakorosso est inaccessible surtout en saison pluvieuse, la seule satisfaction liée au déplacement du village est l'amélioration de son accessibilité une fois installé sur le nouveau site.

Le village est organisé sur le plan social autour d'un délégué et d'un conseiller, mais sur le plan coutumier le village est sous la responsabilité d'un chef coutumier qui apparemment est investi d'un pouvoir assez visible par rapport aux autres villages de la région.

Banakorosso compte 4 GPC, Faso Dèmè avec 31 membres, Ben Kadi avec 17 membres, Nissondéa avec 37 membres et Alakan Dème avec 9 membres. Le village connaît une gestion très rigoureuse des impayés qui sont systématiquement écartés pour les années à venir. Le constat évident c'est l'absence d'entraide au sein du village, la production est très individualisée et les membres du GPC n'hésitent pas à contraindre un impayé à vendre ces biens pour rembourser au groupe. Les autochtones (les Sambla) ont une main mise sur les terres, les étrangers sont envoyés sur les terres pauvres ou difficiles, toutefois ceux courent le risque de voir les terres confisquées une fois qu'elles auront été rendues fertiles.

L'impact de la culture du coton sur le village n'est pas visiblement sensible, les maisons sont pratiquement toutes en banco. Cependant on observe un effort de mécanisation de l'agriculture à travers les charrues et les bœufs de labour. La production est de type familial et les femmes contribuent beaucoup dans la culture du coton. La chefferie se voit un peu affaiblie du fait de l'érection dans le village de certaines structures comme les CVD (comité villageois de développement) et les conseils villageois dont les responsables font un peu de l'ombre au chef. Au niveau des relations avec la SOFITEX, les leaders du village déplorent le manque de solidarité paysanne pour s'opposer à la baisse du prix du coton et à l'augmentation du prix des intrants.

Les GPC entretiennent entre eux des relations qui se limitent à la coordination pour la pesée et le ramassage du coton ; en dehors de ces activités la collaboration entre les GPC est quasi inexistante.

Pour la supervision, les GPC bénéficient d'un encadrement des agents techniques du coton. Le problème à ce niveau est la disponibilité de ces agents qui habitent souvent dans les grandes villes et visitent les producteurs de manière irrégulière et très espacée.

Dans le village, il y a suffisamment de connaissance mutuelle entre les membres du même GPC pour connaître les raisons de défaillance des producteurs en impayés, mais de l'avis général il faudrait plus de surveillance notamment avec plus d'agents de suivi. Il est possible de convaincre des membres de rembourser mais c'est souvent difficile. On peut utiliser la réquisition d'actifs ou l'intervention du chef. La responsabilité du remboursement échoit aux parents proches du membre en cas de défaillance, mais pour la première fois cette année le GIC entier a payé pour des cercles défaillants contre des reconnaissances de dette. Dans cette dynamique, des tensions se sont créées avec du découragement mais pas de conflits sociaux non plus, les producteurs performants se regroupent entre eux.

Il demeure les problèmes cruciaux du foncier et des contraintes posées par les normes d'accès à la terre, ainsi que les conflits entre autochtones et immigrants à régler par les politiques locales et nationales.

Organisation interne : Le comité de gestion compte 6 membres. Tous les producteurs de coton appartiennent à l'un des trois GPC du village, les membres du comité de gestion sont choisis par un système de vote. La qualité des relations entre les membres s'était détériorées, cette situation est en voie d'amélioration avec le déplacement du village. Cette nouvelle donne est en train de rapprocher autochtones et allogènes. Le village a également connu des problèmes avec le principe de caution solidaire, cette situation a entraîné la création de GPC formés exclusivement d'autochtones et des GPC formés exclusivement d'immigrés.

Les femmes participent à la production de coton sur toute la chaîne, mais leur contribution est plus cruciale au moment de la récolte.

Quelques producteurs ont eu des difficultés à rembourser leurs prêts dans le village, la plupart de ces producteurs ont connu des problèmes de main d'œuvre ou ont utilisé les intrants du coton dans d'autres spéculations jugées plus rentables. La solidarité n'est pas agissante dans le village de Banakorosso, les impayés sont traqués et sont même obligés de vendre leurs biens pour rembourser les prêts. Dans le cas où l'intéressé n'a rien à vendre, ses proches parents lui viennent au secours mais il est immédiatement exclu du groupe pour la saison à venir. Pour contrôler l'utilisation qui est faite des intrants, le groupe procède à des visites dans les champs et des déplacements à domicile. Il arrive le bureau utilise la menace contre un impayé, ou le convoque chez le chef, ces méthodes s'avèrent efficaces.

Déroulement de la campagne 2009/2010 : Le village n'a pas connu de retard ou des problèmes dans l'approvisionnement des intrants, cependant la vente du coton grain a connu un retard de 1 mois et l'évacuation un retard de 2 mois. Quant au paiement, celui-ci est intervenu 4 mois après la pesée. Ces retards, selon les producteurs seraient dû au manque de moyens de déplacements à la SOFITEX. Toutefois le village n'a pas connu de problèmes de pesée, le paiement ayant été effectué comme prévu. Cependant, ils affirment que la campagne 2009/2010 a été meilleure que celle de 2008/2009.

Gestion des recettes et pertes : Les ristournes sont versés dans le compte du GPC quant aux pertes elles sont supportées par les producteurs au prorata du poids de chacun au sein du GPC. Les bénéfices sont utilisés pour couvrir les charges du GPC comme les voyages des dirigeants, etc. Les GPC n'entretiennent pas de relation avec des institutions financières.

Relations avec l'extérieur : Les GPC de Banakorosso se sentent abandonnés, ils ont beaucoup attendu de la SOFITEX, de l'Union ou des politiciens mais ils ont été déçus. Présentement ils n'entretiennent pas de relations avec les autres acteurs de la filière cotonnière. Les responsables des GPC à Banakorosso pensent que les leaders de l'Union ne font absolument rien pour aider les producteurs. A Banakorosso, les GPC entretiennent de bonnes relations avec les autorités traditionnelles locales, celles-ci jouent un rôle important au sein du village. Le chef traditionnel est respecté, son intervention dans la résolution des conflits ne souffre d'aucune contestation, cependant les GPC n'ont pas de relations étroites avec les autorités administratives. Les responsables des GPC ne voient pas leur image améliorée dans le village à cause de leur position. Le problème des terres se présente avec beaucoup plus d'acuité du fait que tous les habitants vont devenir des émigrés. Les producteurs sont également remontés contre les politiciens qu'ils accusent de leur faire des promesses à l'approche des élections et de leur tourner le dos une fois les élections passées.

### **3.c Village de DAN**

Dan est un petit village situé sur l'axe Orodara-Banfara à environ 25km de Orodara. Contrairement à Banakorosso, le problème de terres n'est pas une préoccupation primordiale à Dan. Le village dispose d'une école, d'un centre d'alphabétisation, mais ne dispose pas de dispensaire obligeant les habitants à se déplacer sur environ 15 km pour trouver le dispensaire le plus proche. Le village connaît des problèmes avec les animaux sauvages notamment les singes qui occasionnent des pertes énormes surtout à la période des récoltes. Les villageois sont obligés d'assurer des surveillances quotidiennes tout au long des récoltes. Nous avons manqué le conseil qui était dans son champ à cet effet. La production du beurre de karité est assez rependue et occupe les femmes

Le village de Dan compte deux GPC, Dan 1 avec 12 membres et Dan 2 avec 11 membres. Le village a commencé par un GPC avant que celui se scinde en deux. Le regroupement dans les GPC obéit au principe de la filiation parentale. La population du village étant issue de deux lignées parentales. Cette affiliation crée une solidarité entre les membres du GPC. Lorsqu'un producteur tombe en impayé, c'est le groupe qui s'en charge. En cas d'impayé, tous les membres se déplacent à domicile de l'impayé pour chercher à comprendre ce qui constitue une atteinte à la réputation ; ils organisent également des visites sur les champs. Toutefois la qualité des relations s'est détériorée ces dernières années conduisant à l'exclusion de certains membres des GPC.

La performance dans la production cotonnière est peu satisfaisante, le GPC Dan 1 a connu 4 impayés la saison dernière ; le GPC Dan 2 n'a pas connu d'impayés. On observe dans ce village une forte utilisation des engrais destinés au coton pour la culture du maïs, les 4 impayés de l'année dernière de Dan 1 ont tous utilisé leur engrais du coton dans les champs de maïs. Toutefois deux d'entre eux n'ont pas de bœufs de labour et soutiennent que s'ils sont tombés en impayés c'est plus dû au manque de bœufs de labour qu'au détournement de l'engrais au profit du maïs car tout le monde agit de la sorte mais ne sont pas pour autant en impayés. Les coton-culteurs de ce village sont unanimes que le maïs est plus rentable que le coton, mais ils sont obligés de cultiver le coton pour bénéficier de l'engrais.

On observe un repli sur soi dans le village qui fait que le village n'entretient pas de relation avec les autres acteurs de la filière coton, même pas entre les deux groupes.

Organisation interne : tous les producteurs de coton appartiennent à l'un des deux GPC du village, les membres des groupements sont choisis par un système de vote. La qualité des relations entre les membres s'était détériorées à un moment donné ce qui a entraîné la scission. Le village a également connu des problèmes avec le principe de caution solidaire, la solution a été trouvée par le regroupement des producteurs selon la proximité des liens familiaux.

Les femmes participent à la production de coton sur toute la chaîne, mais leur contribution est plus cruciale au moment de la récolte.

La moitié des producteurs ont eu des difficultés à rembourser leurs prêts dans le village, la plupart de ces producteurs ont utilisé les intrants du coton dans les champs de maïs, car, estiment-ils, le maïs est plus rentable que le coton. Du fait que les producteurs soient regroupés selon des liens familiaux, en cas d'impayés c'est le groupe qui rembourse le prêt. Mais en cas de vente ou détournement d'engrais, le groupe contraint le producteur à rembourser son prêt. Pour contrôler l'utilisation qui est faite des intrants, le groupe procède à des visites dans les champs et des déplacements à domicile.

Déroulement de la campagne 2009/2010 : Le village n'a pas connu de retard ou des problèmes dans l'approvisionnement des intrants, cependant la vente du coton grain a connu un retard de 20 jours et l'évacuation un retard de 45 jours. Ces retards, selon les producteurs seraient dû au manque de moyens de déplacements à la SOFITEX. Des problèmes de pesée ont été également signalés avec un manquant de 80kg. Ces problèmes ont semé le doute dans l'esprit des villageois quant au bon déroulement du processus ceci d'autant plus que les producteurs ont reçu leur paiement 6 mois après la pesée. Cependant, ils affirment que la campagne 2009/2010 a été meilleure que celle de 2008/2009.

Gestion des recettes et pertes : Le groupe retient à la pesée 2kg par sac, pour parer toute éventualité de pertes lors de la pesée à la SOFITEX, en cas de surplus (ristourne), celui-ci est partagé au prorata de la quantité de coton obtenue par chaque producteur. Une partie est réservée pour financer les déplacements des membres du GPC. Les GPC n'entretiennent pas de relation avec des institutions financières.

Relations avec l'extérieur : Les GPC de DAN sont très isolés, ils n'entretiennent pas de relations entre eux et encore moins avec les autres acteurs de la filière cotonnière. Leur relation avec l'union de producteur est quasiment inexistante, ils attendent que l'union leur apporte l'engrais mais celle-ci en est incapable. Malgré leur isolement, les GPC entretiennent de bonnes relations avec les autorités traditionnelles locales sans avoir de relation étroite avec les autorités administratives. Les responsables des GPC ne voient pas leur image améliorée dans le village à cause de leur position. La pression sur la terre est devenue très forte et on réduit à 3 hectares par producteur ce qui est largement insuffisant.

Les producteurs reprochent aux politiciens d'user à leur égard de promesses à l'approche des élections et qu'ils ne respectent pas. Ils déplorent surtout leur exposition aux pesticides qui occasionnent des maladies. Certains sont prêts à payer un peu de production pour bénéficier d'une prise en charge sur le plan sanitaire.

### **3.d Village de Wakuy**

Wakuy est situé à environ 100km de Bobo-Dioulasso sur l'axe Bobo-Dédougou.

- Situation géographique : Ouakuy est un village bwaba du département de Béréba dans la province du Tuy. Il est situé à 7 km de la route départementale et du chef-lieu du département. Béréba est l'un des sept départements de la province son chef-lieu qui porte le même nom est distant de Houndé, le chef-lieu de la province et la RN n°1 de 25 Km. Ainsi, le village de Ouakuy est distant de Houndé via Béréba de 32 km. Cependant, il faut reconnaître que l'accessibilité de ce village est très difficile en saison hivernale à cause de l'état défectueux des voies.

- Composition démographique : Ce village est peuplé majoritairement de bwaba, mais il y a aussi une proportion très importante de migrants surtout les mossi, venu principalement des zones du « plateau central » où les conditions pédoclimatiques sont défavorables à l'agriculture.

- Les infrastructures : le village est doté d'un CSPS, d'une école primaire, d'un centre d'alphabétisation et bientôt d'un CEG car le projet est en cours. Il possède un marché, fréquenté tous les dimanches et un forage fonctionnel.

- Les activités dominantes : Les principales activités restent l'agriculture et l'élevage. Les activités secondaires sont entre autres le petit commerce, l'artisanat alimentaire (la fabrication de la bière de mil qui occupe essentiellement les femmes), et l'artisanat du bois (fabrication des chaises).

En agriculture, nous constatons une association agriculture-élevage, système qui permet grâce à l'utilisation de la fumure organique de fournir de bons rendements agricoles. Les principales cultures vivrières restent les céréales (maïs, sorgho, mil), cependant Le coton est la culture commerciale la plus dominante et pratiquée par la quasi-totalité des paysans.

- La vie associative : Les producteurs du coton se sont regroupés en GPC (Groupement de Producteurs de Coton) pour mieux structurer et organiser la production, la commercialisation et défendre leurs intérêts. Ces GPC sont au nombre de 8, les critères d'association sont basés généralement sur des éléments tels que la famille, le quartier, l'ethnie. Ils fonctionnent sous la base de la caution solidaire.

- Organisation interne : tous les producteurs de coton appartiennent à l'un des deux GPC du village, les membres des groupements sont choisis par un système de vote. La qualité des relations entre les membres s'était détériorées à un moment donné ce qui a entraîné la scission. Le village a également connu des problèmes avec le principe de caution solidaire, la solution a été trouvée par le regroupement des producteurs selon la proximité des liens familiaux.

- Les femmes participent à la production de coton sur toute la chaîne, elles ont une contribution plus importante pendant les périodes de récolte.

- Quelques producteurs ont eu des difficultés à rembourser leurs prêts dans le village, la plupart de ces producteurs ont utilisé les intrants du coton dans les champs de maïs, car, estiment-ils, le maïs est plus rentable que le coton. La plupart des impayés ont pu honorer leurs dettes à travers la vente des céréales ou d'animaux. Le reste a eu recours aux parents proches. Pour contrôler l'utilisation qui est faite des intrants, le groupe procède à des visites dans les champs et des déplacements à domicile.

- Déroulement de la campagne 2009/2010 : Le village n'a pas connu de retard ou des problèmes dans l'approvisionnement des intrants, cependant la vente du coton grain a connu un retard de 1 mois et l'évacuation un retard de 45 jours. Ces retards, selon les producteurs seraient dû au manque de moyens de déplacements à la SOFITEX. Des problèmes de pesée ont été également signalés avec un manquant de 80kg. Ces problèmes ont semé le doute dans l'esprit des villageois quant au bon déroulement du processus ceci d'autant plus que les producteurs ont reçu leur paiement 5 mois après la pesée. Toutefois, selon les producteurs la campagne 2009/2010 a été meilleure que celle de 2008/2009.

- Gestion des recettes et pertes : Les groupes ont des organisations internes assez semblables, ils pratiquent une retenue lors de la pesée pour palier à toute éventualité qui pourrait survenir lors de la pesée au niveau de la SOFITEX. En cas de surplus, celui-ci est affecté aux dépenses internes du groupe et aux travaux d'intérêt commun. Les GPC n'entretiennent pas de relation avec des institutions financières.

- Relations avec l'extérieur : Les GPC de Wakuy sont assez solidaires, ils entretiennent d'assez bonnes relations entre eux et encore avec les autres acteurs de la filière cotonnière. Cependant leur relation avec l'union de producteur est quasiment inexistante. Les GPC entretiennent également de bonnes relations avec les autorités traditionnelles locales sans avoir de relation étroite avec les autorités administratives. Les responsables des GPC sont également des personnes visibles dans le quartier, ils peuvent dire que leur image s'est améliorée dans le village à cause de leur position.

- Les producteurs de Wakuy, comme leurs homologues d'ailleurs pensent qu'ils sont à la merci des politiciens qui usent de promesses à l'approche des élections, et une fois les élections passées les rangent dans les tiroirs.

### **3.e Village de Takeledougou-Koko**

Situé derrière les champs de la canne à sucre de la société sucrière de la Comoé (SOSUCO), Takeledougou est un petit village bien organisé autour de certains producteurs modernes qui sont soit employés de la SOSUCO ou retraités de la dite société. Le village connaît des problèmes de terres suite à l'extension des champs de canne à sucre qui les dépossèdent de leurs terres et d'une récente découverte d'or dans la région qui se traduit par une exploitation anarchique qui occasionne des pertes de terres.

Takeledougou avait deux GPC mais un GPC a abandonné le coton cette saison pour cause des impayés. Le GPC est tombé en impayé externe de 42000F, le président du GPC, à l'approche de la saison hivernale et par peur de voir la SOFITEX refuser de leur donner les intrants, est allé solder la dette du GPC à la SOFITEX. Malgré tout la SOFITEX a refusé de leur accorder les intrants, elle est revenue sur sa décision mais la saison était très avancée et le GPC a refusé de s'engager pour cette saison. Le village connaît une gestion aussi rigoureuse des impayés qui sont souvent oubliés de vendre leurs animaux pour rembourser leurs prêts.

La production de coton est en baisse à cause des conditions agro-climatiques mais surtout à cause de la disponibilité des terres. L'évolution des GPC n'est pas très bonne. L'accès aux intrants est difficile. La gestion n'est pas appréciable et pourtant les GPC, surtout les responsables, font tout pour préserver une certaine confiance auprès de la SOFITEX. Les retards de livraison des intrants et les impayés contribuent aux mauvais résultats de campagne et l'abandon de la production du coton par un GPC. Toutefois ce GPC compte reprendre la production du coton s'il obtenait les intrants à temps pour la saison 2011/2012.

Les responsables des GPC souhaitent un soutien en financement et d'une assistance technique pour mieux réussir. Ils souhaitent que le gouvernement subventionne les intrants et que le producteur ait plus de considération au niveau de la société cotonnière. Le prix des intrants est élevé, du kilogramme du coton graine reste faible. Il y a des retards de livraison des intrants, d'achats et de paiement.

Takeledougou est un village où l'adoption des nouvelles technologies agricoles est poussée du fait que beaucoup de producteurs sont employés dans la SOSUCO.

Organisation interne : Le village compte deux roupes, mais un des deux groupe n'a pas produit cette année. Le groupe qui a produit compte 18 membres dont 4 dans le comité de gestion. Tous les producteurs de coton appartiennent au GPC Takeledougou-koko2, les producteurs de Takeledougou-koko1 n'ont pas produit et n'ont pas non plus rejoint le groupe qui a reçu les intrants, les membres des groupements sont choisis par un système de vote. Les membres du GPC entretiennent de bonnes relations entre eux. On peut dire que la qualité des relations entre les membres s'est améliorée.

Les femmes participent à la production de coton sur toute la chaîne leur contribution est beaucoup plus importante du fait que les hommes sont plus présents sur les sites miniers.

Quelques producteurs ont eu des difficultés à rembourser leurs prêts dans le village, la plupart de ces producteurs ont utilisé les intrants du coton dans les champs de maïs, d'autres ont vu leurs champs récupérés par les champs de la canne à sucre ou par les fouilles minières.

En cas d'impayés c'est le groupe qui rembourse le prêt et se retourne contre l'intéressé qui doit vendre ses biens ou recourir à ses parents pour rembourser le groupe. Pour contrôler l'utilisation qui est faite des intrants, le groupe procède à des visites dans les champs et des déplacements à domicile.

Déroulement de la campagne 2009/2010 : Le village n'a pas connu de retard ou des problèmes dans l'approvisionnement des intrants, cependant la vente du coton grain a connu un retard de 25 jours et l'évacuation un retard d'au moins 40 jours. Ces retards, selon les producteurs seraient dus au manque de moyens de déplacements à la SOFITEX. Ces problèmes ont semé le doute dans l'esprit des villageois quant au bon déroulement du processus ceci d'autant plus que les producteurs ont reçu leur paiement plus de 3 mois après la pesée. Cependant, ils affirment que la campagne 2009/2010 a été meilleure que celle de 2008/2009.

Gestion des recettes et pertes : Le groupe ne retient rien à la pesée pour parer toute éventualité de pertes lors de la pesée à la SOFITEX, en cas de perte le groupe répartit la perte sur l'ensemble des producteurs au prorata de la quantité de chacun. En cas de surplus (ristourne), celui-ci est également partagé au prorata de la quantité de coton obtenue par chaque producteur. Une partie est réservée pour financer les déplacements des membres du GPC. Les GPC n'entretiennent pas de relation avec des institutions financières.

Relations avec l'extérieur : Les GPC de Takeledougou-Koko se sentent abandonnés par la SOFITEX, ils n'entretiennent pas de relations entre eux et encore moins avec les autres acteurs de la filière cotonnière. Les producteurs, non plus, n'ont pas de relation avec l'union des producteurs. Les GPC entretiennent de bonnes relations avec les autorités traditionnelles locales ils ont également de bonnes relation avec les autorités administratives. Les responsables des GPC ne voient pas leur image améliorée dans le village à cause de leur position. La pression sur la terre est devenue très forte ce qui oblige certains producteurs à défricher des champs lointains par rapport à leurs habitations.

Les producteurs y sont aussi mécontents des politiques qu'ils reprochent d'user à leur égard de promesses à l'approche des élections non tenues une fois les élections passées. Ils souhaitent beaucoup de considération auprès de la SOFITEX, car selon eux ils fournissent énormément d'effort non reconnu à sa juste valeur par la SOFITEX.

### **3.f Village de Yabasso**

Yabasso est un village situé sur le bitume reliant les deux plus grandes villes du Burkina, Ouagadougou et Bobo-Dioulasso à environ 40 km de Bobo-Dioulasso. Le village a perdu son conseiller en début de la saison hivernale. Yabasso jouit, du fait de sa proximité avec Bobo-Dioulasso, d'un meilleur encadrement technique dans sa production cotonnière. On constate aussi une forte solidarité entre les producteurs. Les GPC sont fortement homogènes dans leur composition ethnique, ce qui laisse voir que les regroupements se font sur la base ethnique. On constate que les responsables des GPC sont élus suivant leur poids dans la société et surtout dans la production cotonnière.

Peuplé en majorité de Bobo, le village est assez regroupé et les champs à domicile sont de très petite taille.

A Yabasso, les cultures dominantes sont le mil, le sorgho et le maïs ; les cultures de contre saison, les autres cultures et les fruits sont d'abord destinées à l'autoconsommation. Près de la moitié de la population n'a pas suffisamment de stocks alimentaires pour l'année. Elle doit recourir aux revenus du coton et à la migration pour se nourrir convenablement. Les femmes transforment le sorgho en dolo dont les bobo sont de grands consommateurs.

Au niveau de la Production, les producteurs affirment que leurs problèmes les plus importants sont : le prix élevé des intrants (engrais), le prix bas du coton, la baisse de la fertilité des sols et les problèmes de santé dus à l'exposition aux pesticides. Ces problèmes et bien d'autres entraînent souvent des tensions sociales dans le village, des mécontentements entre les membres, des découragements des producteurs.

Les GPC entretiennent des relations de bon voisinage avec les autres GPC du village, ils ont souvent des réunions conjointes pour les problèmes d'intrants et commercialisation du coton.

Les membres du bureau exécutif des groupements bénéficient des formations (pour la gestion du groupe, organisation du travail, gestions des exploitations) auprès de la SOFITEX.

Pour faire face à ce problème des impayés, des suivis sont effectués dans les parcelles pour apprécier l'effectivité des parcelles avant la décision d'octroi des crédits intrants. En plus, les producteurs sont très solidaires les uns envers des autres, les producteurs face aux impayés préfèrent faire des cercles de caution entre parents ou amis, raison pour laquelle on observe des regroupements de type familial.

Ils ont peur de la caution solidaire mais cette peur est atténuée du fait que la solidarité est intrafamiliale ce qui permet d'éviter l'exposition en cas d'impayé.

Il reste difficile de dissocier les intrants coton des céréales, la diversification étant perçue comme une garantie de pouvoir rembourser son crédit. Yabasso est un village de forte production de maïs, l'utilisation des intrants prévus pour le coton dans les champs de maïs est monnaie courante. Mais cela, loin de constituer un problème de remboursement constitue une source de sécurité.

Organisation interne : tous les producteurs de coton appartiennent à l'un des trois GPC du village, les membres des groupements sont choisis par un système de vote. Le village compte peu d'immigrés et tous les membres sont pratiquement parents. La qualité des relations entre les membres ne s'est pas détériorée, même si on ne peut pas dire qu'elle s'est améliorée. Le village a également connu des problèmes avec le principe de caution solidaire, les liens de parenté qui unissent les membres les empêchent de se montrer fermes contre un impayé.

Les femmes participent à la production de coton sur toute la chaîne, mais leur contribution est plus cruciale au moment de la récolte.

La moitié des producteurs ont eu des difficultés à rembourser leurs prêts dans le village, la plupart de ces producteurs ont utilisé les intrants du coton dans les champs de maïs, certains ont vendu les intrants. Du fait des liens familiaux forts entre les membres, en cas d'impayés c'est le groupe qui rembourse le prêt. Mais en cas de vente ou détournement d'engrais, le

groupe contraint le producteur à rembourser son prêt. Pour contrôler l'utilisation qui est faite des intrants, le groupe procède à des visites dans les champs et des déplacements à domicile.

Déroulement de la campagne 2009/2010 : Le village n'a pas connu de retard ou des problèmes dans l'approvisionnement des intrants, cependant la vente du coton grain a connu un retard de 30 jours et l'évacuation un retard de 1 mois. Ces retards, selon les producteurs seraient dus au programme de la SOFITEX qui privilégie les villages plus reculés. Des problèmes de pesée n'ont pas été signalés, les producteurs pèsent eux même leurs productions. Cependant les paiements ont connu un retard de près de 5 mois. Cependant, ils affirment que la campagne 2009/2010 a été meilleure que celle de 2008/2009.

Gestion des recettes et pertes : Le groupe procède à la répartition des ristournes et des pertes par producteur en tenant compte du poids de chaque producteur au sein du groupe. Une partie des ristournes est réservée pour financer les déplacements des membres du GPC et couvrir les dépenses liées au fonctionnement du GPC. Les GPC n'entretiennent pas de relation avec des institutions financières.

Relations avec l'extérieur : Les GPC de Yabasso entretiennent de bonnes relations entre eux et avec les autres acteurs de la filière cotonnière. Leur relation avec l'union de producteur est quasiment inexistante, ils attendent que l'union leur apporte l'engrais et un appui technique mais celle-ci en est incapable. Les GPC entretiennent de bonnes relations avec les autorités traditionnelles locales ainsi qu'avec les autorités administratives. Les responsables des GPC ne voient pas leur image améliorée dans le village à cause de leur position. La pression sur la terre a commencé à devenir tellement préoccupante à même de menacer les réserves traditionnelles.

A yabasso, les producteurs pensent également que les politiciens sont des menteurs qui ne cherchent qu'à les rallier à leur cause pour un but purement électoral. Nos doléances sont vite oubliées une fois qu'ils sont installés dans leurs fauteuils rembourrés.

### **3.g. Village de Dossi**

Dossi est un gros village situé sur l'axe Ouaga-Bobo à 15km du bitume et à 150km de Bobo-Dioulasso. Le village de Dossi est un village de taille moyenne avec un marché assez développé. A l'entrée de Dossi, existe un site d'exploitation aurifère qui contribue à l'animation du village. Le village n'est pas électrifié mais on note la présence de groupes électrogènes qui assurent le chargement des téléphones portables et même l'éclairage la nuit.

Dossi compte de grands producteurs qui font des chargements individuels. A Dossi également la responsabilité des GPC semble être confiée à des grands producteurs même s'ils sont illettrés et à les accompagner par des secrétaires qui savent lire et écrire. Dossi est un village de forte immigration, cette situation donne une population assez hétérogène en matière de pratiques culturelles et de normes sociales.

A Dossi on observe une saturation progressive et rapide de l'espace cultivable. Les surfaces en culture se sont multipliées au cours de ces dernières années, et il ne reste pratiquement plus jachère.

Les systèmes de culture dominant sont à base de maïs/mil/Sorgho, ou encore coton/mâis.

Les membres du bureau exécutif des groupements bénéficient, mais rarement, des formations (pour la gestion du groupe, organisation du travail, gestions des exploitations) auprès des agents techniques de la SOFITEX. Ils entretiennent des relations avec les agents de la SOFITEX même s'ils déplorent les visites non régulières de ces derniers dans les champs.

Organisation interne : tous les producteurs de coton appartiennent à l'un des deux GPC du village, les membres des groupements sont choisis par un système de vote. La qualité des relations entre les membres s'était détériorées à un moment donné ce qui a entraîné la scission. Le village a également connu des problèmes avec le principe de caution solidaire, la solution a été trouvée par le regroupement des producteurs selon la proximité des liens familiaux.

Les femmes participent à la production de coton sur toute la chaîne, mais leur contribution est plus cruciale au moment de la récolte.

La moitié des producteurs ont eu des difficultés à rembourser leurs prêts dans le village, la plupart de ces producteurs ont utilisé les intrants du coton dans les champs de maïs, car, estiment-ils, le maïs est plus rentable que le coton. Du fait que les producteurs soient regroupés selon des liens familiaux, en cas d'impayés c'est le groupe qui rembourse le prêt. Mais en cas de vente ou détournement d'engrais, le groupe contraint le producteur à rembourser son prêt. Pour contrôler l'utilisation qui est faite des intrants, le groupe procède à des visites dans les champs et des déplacements à domicile.

Déroulement de la campagne 2009/2010 : Le village n'a pas connu de retard ou des problèmes dans l'approvisionnement des intrants, cependant la vente du coton grain a connu un retard de 20 jours et l'évacuation un retard de 45 jours. Ces retards, selon les producteurs seraient dû au manque de moyens de déplacements à la SOFITEX. Des problèmes de pesée ont été également signalés avec un manquant de 80kg. Ces problèmes ont semé le doute dans l'esprit des villageois quant au bon déroulement du processus ceci d'autant plus que les producteurs ont reçu leur paiement 6 mois après la pesée. Cependant, ils affirment que la campagne 2009/2010 a été meilleure que celle de 2008/2009.

Gestion des recettes et pertes : Le groupe retient à la pesée 2kg par sac, pour parer toute éventualité de pertes lors de la pesée à la SOFITEX, en cas de surplus (ristourne), celui-ci est partagé au prorata de la quantité de coton obtenue par chaque producteur. Une partie est réservée pour financer les déplacements des membres du GPC. Les GPC n'entretiennent pas de relation avec des institutions financières.

Relations avec l'extérieur : Les GPC de Dossi sont en relation les uns avec les autres et avec les autres acteurs de la filière cotonnière. Leur relation avec l'union de producteur est quasiment inexistante, ils se posent des questions sur la nécessité de l'Union dont ils ne perçoivent pas l'intérêt. Les GPC entretiennent de bonnes relations avec les autorités traditionnelles locales sans avoir de relation étroite avec les autorités administratives. Les responsables des GPC ne voient pas leur image améliorée dans le village à cause de leur position. La pression sur la terre est devenue très forte, il n'existe plus de possibilité d'extension des champs ou la pratique de la jachère. Les producteurs utilisent beaucoup les compostes pour la fertilisation des sols.

Comme partout ailleurs les producteurs se sentent orphelins car abandonnés des politiciens, ils souhaitent un accompagnement dans la pesée et au niveau de la qualité des

semences et de l'engrais. A ce niveau les producteurs se disent victimes de certaines pratiques tendant à les spolier de leur dû.

### **3.h. Village de Lampa**

Le village de Lampa est un village situé à environ 120km de Bobo-Dioulasso et à 30km de la voie bitumée Bobo-Dédougou. Lampa est un village constitué essentiellement d'immigrés mossi. Le village est assez bien développé et dispose d'un rand marché. La population est à plus de 80% constituée de musulmans. Le village ne dispose d'école malgré le grand nombre des habitants et leur insistance auprès des autorités locales, les habitants pensent que leur statut d'immigrés en est la principale cause. A lampa, les producteurs de coton sont fortement remontés contre la SOFITEX et contre l'Union des producteurs. Ils se sentent oubliés et abandonnés. Ils disent être victimes de ségrégation, exemple : la SOFITEX a organisé une restitution de prime, tous les villages environnant de Lampa ont reçu sauf Lampa. Pour certains producteurs, leur situation est en partie due à l'agent technique affecté à leur village. Pour eux cet agent détourne tout ce qui est destiné à leur village au profit d'autres contre des rémunérations. Une délégation du village s'est rendue à Bobo pour expliquer leur situation mais non pas pu rencontrer les autorités compétentes. La population est visiblement découragée de la SOFITEX et surtout de l'Union dont elle demande la suppression. Pourtant à Lampa on rencontre de grands producteurs de coton, la culture du coton est l'une des plus mécanisée de la zone cotonnière.

Ce sont des populations en colère contre la SOFITEX et les autorités administratives que nous avons rencontrés à Lampa, ils ne cachent pas leur désapprobation de la manière dont ils sont traités.

Organisation interne : tous les producteurs de coton appartiennent à l'un des trois GPC du village, les membres des groupements sont choisis par un système de vote selon les compétences reconnues. La qualité des relations entre les membres est bonne, le village est peuplé par des mossi venant d'une même région si bien que beaucoup d'entre eux semblent avoir des liens de parenté. Le village est organisé autour d'un chef qui n'est autre que le premier à avoir immigré dans le village. Le village n'a pas connu des problèmes avec le principe de caution solidaire essentiellement pour deux raisons. Premièrement le village a une grande potentialité agricole et la plupart des producteurs sont des immigrants qui cherchent à faire fortune dans la culture du coton, si bien qu'on a à faire à des producteurs déterminés. Deuxièmement, on assiste à une solidarité au sein du village qui permet à chacun de bénéficier de l'aide des autres en cas de difficultés.

Les femmes participent à la production de coton sur toute la chaîne, mais leur contribution est plus cruciale au moment de la récolte. Le village a même une association des femmes pour la récolte du coton.

Quelques producteurs ont eu des difficultés à rembourser leurs prêts dans le village, la plupart de ces producteurs ont utilisé les intrants du coton dans les champs de maïs, car, estiment-ils, le maïs est plus rentable que le coton. Beaucoup d'entre eux divise l'engrais destiné au coton en deux pour appliquer la moitié dans les champs de maïs. On assiste également à la vente de l'engrais. En cas d'impayés l'intéressé qui a soit utilisé l'engrais pour d'autres spéculations ou a vendu une partie est contraint de vendre des biens pour rembourser le prêt.

Déroulement de la campagne 2009/2010 : Le village n'a pas connu de retard ou des problèmes dans l'approvisionnement des intrants, cependant la vente du coton grain a connu un retard de 15 jours et l'évacuation un retard de 30 jours. Le paiement est intervenu 4 mois après la pesée. Cependant, ils affirment que la campagne 2009/2010 a été meilleure que celle de 2008/2009.

Gestion des recettes et pertes : Les GPC utilisent les bénéfices pour les dépenses internes mais aussi pour des dépenses au profit du village. Les ristournes sont utilisées pour payer la bascule, les commissions, les déplacements et les cotisations du PC. Les GPC sont actifs en ce qui concerne les activités communautaires. Les GPC n'entretiennent pas de relation avec des institutions financières.

Relations avec l'extérieur : Les GPC de Lampa se sentent oubliés du fait de leur statut d'immigrés, pour eux ils subissent un traitement particulièrement négligeant de la part des autorités de la SOFITEX et surtout de l'agent technique de la zone. Ils revendiquent des interlocuteurs crédibles entre eux et la SOFITEX. Ils n'entretiennent pas de relations avec les autres acteurs de la filière cotonnière pas parce qu'ils ne veulent pas mais parce qu'ils ne sont pas écoutés. Ils revendiquent l'abolition de l'Union dont la présence est nuisible aux intérêts des producteurs. L'absence de l'autorité administrative a favorisé l'émergence de l'autorité traditionnelle, les GPC entretiennent de bonnes relations avec les autorités traditionnelles locales. Les responsables des GPC ne voient pas leur image améliorée dans le village à cause de leur position. La pression sur les terres a commencé à devenir très forte si bien que certains envisage d'émigrer ailleurs. Les producteurs sont également déçus du coton OGM qui leur a été proposé, ils lui reprochent notamment son absence de poids (léger), sa culture sélective en matière de terrain (il ne réussit pas sur tous les terrains), le prix de la semence très élevé (2700F le sac de 100kg) et le pourrissement de la semence en cas de manque de pluie.

Les producteurs reprochent aux politiciens d'user à leur égard de promesses à l'approche des élections et qu'ils ne respectent pas. On leur a promis des écoles et un dispensaire qu'ils continuent d'attendre.

## ***Bilan***

Ces résultats montrent que les réalités locales sont nettement différenciées par village, malgré un nombre de similitudes important. L'interaction entre les dynamiques cotonnières et les dynamiques sociales a notamment modelé les changements normatifs et institutionnels. On remarque une dégradation du capital social local débutant, suite aux défaillances de marché qui ont tendance à prendre de l'ampleur ces dernières années dans la filière cotonnière. Une dégradation de l'environnement contractuel du producteur, malgré la maturation des GPC, est conjuguée à une coupure des structures paysannes locales avec leurs bases régionales et nationales. Afin d'estimer l'importance des spécificités villageoises dans l'hétérogénéité des principaux résultats relatés précédemment, nous effectuons une analyse de variance pour 5 variables clés. Cette analyse de variance est décomposée entre villages et au sein de chaque village. On peut ainsi montrer que la variance inter-village prend une place considérable, mettant en avant le rôle prépondérant des réalités locales villageoises.